

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-014

DU 28 JANVIER 2022

AFFECTATIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE EN FONCTIONNEMENT - 1ER RAPPORT 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 04-06 du 30 juin 2006 relative à la convention constitutive de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - Première partie ; modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020 relative à la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la Région et l'Institut Paris Région ;

VU la délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 2ème rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-014 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **252 000 €** au bénéfice de l'Institut Paris Région disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2022.

Article 2 : Programme HP 32-003 – « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France »

Décide au titre du dispositif « Soutien aux événements sportifs se déroulant en Île-de-France » de participer au financement de **12** projets détaillés en annexe n° **1** (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **264 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **264 500 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Événements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2022.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 3: Programme HP 32-003 – « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France »

Approuve la convention relative aux championnats du Monde de golf amateurs 2022 telle qu'elle figure en annexe n°2 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 4 : Contrat relatif à l'organisation et à l'octroi de droits concernant le Championnat du Monde d'aviron Junior 2023

Décide d'approuver le contrat relatif à l'organisation et à l'octroi de droits concernant le Championnat du Monde d'aviron Junior 2023, tel qu'il figure en annexe n°3 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Décide d'intégrer dans le contrat susvisé les obligations régionales en matière d'éthique :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 1 février 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 février 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134299-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 février 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets - Soutien aux évènements sportifs

DOSSIER N° EX061647 - CHAMPIONNATS DE FRANCE D'AVIRON INDOOR 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	65 000,00 € TTC	15,38 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE SOCIETES AVIRON
Adresse administrative : 17 BOULEVARD DE LA MARNE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN VANDENBERGHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française d'Aviron organise les championnats de France d'Aviron Indoor les 04 et 05 février 2022 au stade Pierre de Coubertin à Paris. Cela va permettre la participation d'athlètes issus d'environ 70 clubs, 60 établissements scolaires et de 30 universités, avec la présence de pays européens. Les 2000 participants seront regroupés par âge, sexe et poids formant ainsi plusieurs catégories.

Cet événement se décomposera de la façon suivante :

Le vendredi 04 février 2022 :

- championnats de France Scolaire UNSS,
- projet d'épreuve inédite (en cours de réflexion).

Le samedi 05 février 2022 :

- Championnats de France FFA sur 2000m, 500m et par équipe.

Le principe de cet évènement repose sur le fait que les 64 rameurs soient reliés informatiquement les uns aux autres et chacun est représenté par un bateau virtuel sur écran géant, permettant aux spectateurs de suivre l'effort et la progression des participants les uns par rapport aux autres.

Les objectifs sont :

- la délivrance de titres de champions et de championnes de France par catégories d'âge, de sexe, de poids de 14 à 80 ans et plus.
- de rassembler des publics variés au sein d'un même événement : compétiteurs amateurs et membres des équipes de France, jeunes et plus âgés, scolaires, rameurs de clubs ou individuels et même rameurs étrangers.
- la valorisation de la pratique sportive de l'aviron indoor auprès du grand public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	5 000,00	7,69%
Aménagement du site et location de matériels	10 000,00	15,38%
Frais d'hébergement	2 000,00	3,08%
Frais de restauration	3 000,00	4,62%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	15,38%
Indemnités bénévoles	3 000,00	4,62%
Frais de déplacement	2 000,00	3,08%
Communication	10 000,00	15,38%
Frais pour audiovisuel	3 500,00	5,38%
Réception VIP	2 500,00	3,85%
Logistique	500,00	0,77%
Gestion compétition / chronométrage	8 000,00	12,31%
Arbitrage	500,00	0,77%
Frais de sécurité	5 000,00	7,69%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	15,38%
Fonds propres	25 000,00	38,46%
Inscriptions	30 000,00	46,15%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061676 - COUPE DU MONDE DE FLEURET FEMININ DE SAINT-MAUR 2021

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	50 000,00 € TTC	20,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR

Adresse administrative : 8 AVENUE DU NORD
94100 ST MAUR DES FOSSES

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS BEDU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Coupe du Monde de fleuret féminin de Saint-Maur 2021

Dates prévisionnelles : 5 mai 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La Coupe du Monde de Saint-Maur de Fleuret Dames Seniors désignée par la FIE (Fédération Internationale d'Escrime) a été organisée par l'association La Vie au Grand Air (VGA) du 10 au 12 décembre 2021 au complexe sportif Pierre Brossolette à Saint-Maur des Fossés.

La Coupe du Monde de Saint-Maur est une épreuve du circuit de Coupe du Monde au fleuret dames seniors comptant pour le classement international. Organisée depuis ses débuts par le club de la VGA, cette nouvelle édition au Fleuret a réuni près de 200 des meilleures fleurettistes mondiales à l'occasion d'une épreuve individuelle se déroulant en deux étapes les 10 et 11 décembre 2021 ainsi que d'une épreuve par équipe le 12 décembre pour clôturer l'événement.

Les objectifs de cette Coupe du Monde au Fleuret Dames ont été :

- d'encourager la pratique féminine de l'escrime,
- de confirmer la reconnaissance internationale de cette opération,
- de favoriser la pratique chez les jeunes des écoles qui seront invités,
- de faire découvrir l'escrime de niveau international au plus grand nombre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	150,00	0,30%
Aménagement du site et location de matériels	18 900,00	37,80%
Frais d'hébergement	1 500,00	3,00%
Frais de personnel (charges comprises)	1 000,00	2,00%
Frais de déplacement	2 400,00	4,80%
Communication	100,00	0,20%
Redevance fédération internationale	1 450,00	2,90%
Réception VIP	1 800,00	3,60%
Arbitrage	19 000,00	38,00%
Frais de sécurité	1 700,00	3,40%
Autres dépenses	2 000,00	4,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	20,00%
Subvention Département	6 000,00	12,00%
Subvention Commune	16 000,00	32,00%
Inscriptions	15 000,00	30,00%
Autres recettes	3 000,00	6,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX055392 - COUPE DU MONDE DE FOOTBALL VIRTUS 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	850 000,00 € TTC	17,65 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DU SPORT ADAPTE

Adresse administrative : 3 RUE CEPRE
75015 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MARC TRUFFAUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Coupe du Monde de football virtus 2022

Dates prévisionnelles : 19 janvier 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française de Sport Adapté va accueillir les Championnat du monde de Football Virtus 2022 du 23/06/2022 au 06/07/2022 sur différents sites en Ile-de-France, plus précisément au sein de 3 départements : Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val d'Oise.

Cela sera une occasion majeure de montrer que la France est en capacité d'organiser des événements majeurs dans ce domaine. Cette manifestation sportive aura pour principal objectif de développer le football pour les personnes ayant une déficience intellectuelle.

Cette opération prévue sur 13 journées va permettre l'accueil de 8 à 12 nations, les organisateurs comptent sur la présence d'environ 5000 spectateurs sur toute cette période.

Cela sera également l'occasion :

- de développer le football para adapté,
- de communiquer sur les actions en faveur du sport adapté,
- d'impulser des dynamiques locales d'accès au para sport adapté.

La Fédération Française du Sport Adapté est la fédération multisports au service des personnes en situation de handicap mental et/ou psychique. Elle compte aujourd'hui plus de 65 000 licenciés, ce qui fait d'elle la plus importante fédération de sportifs en situation de handicap en France.

La mission principale de la FFSA est d'offrir à toute personne en situation de handicap mental ou psychique, quels que soient ses désirs, ses capacités et ses besoins, la possibilité de vivre la passion du sport de son choix dans un environnement voué à son plaisir, sa performance, sa sécurité et à l'exercice de sa citoyenneté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	3 000,00	0,35%
Aménagement du site et location de matériels	2 000,00	0,24%
Frais d'hébergement	325 000,00	38,24%
Frais de restauration	152 000,00	17,88%
Frais de personnel (charges comprises)	180 000,00	21,18%
Indemnités bénévoles	5 000,00	0,59%
Frais de déplacement	75 000,00	8,82%
Frais d'encadrement	21 000,00	2,47%
Communication	16 000,00	1,88%
Redevance fédération internationale	26 000,00	3,06%
Frais pour audiovisuel	6 000,00	0,71%
Réception VIP	10 000,00	1,18%
Logistique	12 000,00	1,41%
Gestion compétition / chronométrage	7 000,00	0,82%
Frais de sécurité	5 000,00	0,59%
Autres dépenses	5 000,00	0,59%
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	150 000,00	17,65%
Subvention Département	75 000,00	8,82%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	90 000,00	10,59%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	505 000,00	59,41%
Partenaires privés	30 000,00	3,53%
Total	850 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061644 - CROSS INTERNATIONAL DE SARTROUVILLE 2021

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	16 800,00 € TTC	29,76 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTENTE SPORTIVE SARTROUVILLE

Adresse administrative : PLACE ERIGNAC
78500 SARTROUVILLE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-LUC PRIOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Cross international de Sartrouville 2021

Dates prévisionnelles : 5 avril 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

L'Entente sportive de Sartrouville a organisé le Cross international de Sartrouville le 12/12/2021, c'était une compétition de cross-country se déroulant en plusieurs courses tout au long de la journée en fonction des catégories.

Lors de cet événement les jeunes coureurs ont eu l'occasion de rencontrer des athlètes de haut niveau et demander des conseils et échanger des anecdotes sur leur parcours.

L'un des objectifs de cette opération était d'attirer et d'aider les jeunes des quartiers difficiles à la pratique de l'athlétisme et d'encourager les plus jeunes à la pratique du sport.

Le Cross de Sartrouville était ouvert aux licencié(e)s et non licencié(e)s. Il était gratuit pour les scolaires de Sartrouville et comprenait 8 courses dans la journée :

course 1 : supers poussines / supers poussins (environ 977 m),
course 2 : poussines / poussins (environ 1 617 m),
course 3 : benjamines / benjamins / minimes femmes (environ 2 272 m),
course 4 : minimes hommes / cadettes (environ 2 912 m),
course 5 : cadets / juniors femmes (environ 3 552 m),
course 6 : hommes : juniors / vétérans (environ 8 557 m),
course 7 : femmes : espoirs / seniors / vétérans (environ 5 817m),
course 8 : hommes : espoirs / seniors (environ 8 557 m).

Les organisateurs ont bénéficié de la présence d'environ 1500 spectateurs ainsi que 600 à 650 inscrits dont 50% de jeunes, soit :

- 25 clubs participants dont une majorité de clubs franciliens,
- 8 à 10 nations différentes,
- 50 athlètes de niveaux national et international.

Chaque participant a été récompensé par un objet souvenir (médaille, ou lot) et toutes les catégories ont été récompensées (coupe + lot aux 3 premiers). Un classement par équipe de 4 coureurs toute catégories confondues est effectué pour chaque course (3 coureuses pour la course 7).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 100,00	12,50%
Aménagement du site et location de matériels	5 000,00	29,76%
Communication	300,00	1,79%
Gestion compétition / chronométrage	3 100,00	18,45%
Frais de sécurité	1 500,00	8,93%
Autres dépenses	4 800,00	28,57%
Total	16 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	29,76%
Subvention Commune	5 000,00	29,76%
Fonds propres	2 500,00	14,88%
Autres subventions publiques	300,00	1,79%
Partenaires privés	400,00	2,38%
Inscriptions	2 000,00	11,90%
Vente produits finis	1 600,00	9,52%
Total	16 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX061649 - ECO TRAIL PARIS ILE-DE-FRANCE 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	500 000,00 € TTC	2,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES TRAILERS DE PARIS IDF
Adresse administrative : 15 SENTIER DES TRICOTS
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLEMENT DE STAEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'Eco Trail Paris Ile-de-France 2022

Dates prévisionnelles : 5 juin 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

L'Association « les Trailers de Paris Ile-de-France » va organiser le 19/03/2022 la 15ème édition de l'EcoTrail Paris Ile-de-France. Cette manifestation traversera une vingtaine de communes et 5 départements de la Région Ile-de-France. Cette épreuve a été créée avec la volonté de proposer une manifestation sportive en milieu naturel mettant en valeur espaces verts et urbanisme.

Le samedi 19/03/2022 :

- le Trail 80km (3ème épreuve du Trail Tour National 2021 organisé par la FFA)
- le Trail 45km
- le Trail 30km
- le Trail 18km
- le Trail 10km
- la Marche nordique 18km
- la Marche nordique 10km

Nombre prévisionnel de participants édition 2022 : 14 000 participants.
L'édition 2020 a été annulée en raison de la crise sanitaire Covid 19.

Voici Les chiffres de l'édition 2021 (reprise post Covid) :

- => 9 447 participants ,
- => 78% originaires de la Région Île de France,
- => 27% de femmes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Les organisateurs comptent faire à nouveau de « l'EcoTrail de Paris Ile-de-France » une épreuve éco-citoyenne. Cet événement sportif a pour objectifs de développer, promouvoir, gérer et organiser la pratique de la discipline sportive de la course à pied en général, de la marche sportive, du trail et de la randonnée pédestre en Ile-de-France, c'est également l'occasion de mettre en avant le patrimoine local.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	80 000,00	16,00%
Aménagement du site et location de matériels	120 000,00	24,00%
Frais d'hébergement	4 000,00	0,80%
Frais de restauration	53 000,00	10,60%
Communication	45 000,00	9,00%
Redevance fédération internationale	3 000,00	0,60%
Réception VIP	5 000,00	1,00%
Logistique	45 000,00	9,00%
Gestion compétition / chronométrage	25 000,00	5,00%
Frais de sécurité	15 000,00	3,00%
Autres dépenses	105 000,00	21,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	2,00%
Subvention Département	20 000,00	4,00%
Subvention Commune	2 000,00	0,40%
Partenaires privés	120 000,00	24,00%
Inscriptions	338 000,00	67,60%
Autres recettes	10 000,00	2,00%
Total	500 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061646 - FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE HOCKEY-SUR-GLACE 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	280 000,00 € TTC	1,79 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE DE FRANCE HOCKEY SUR GLACE

Adresse administrative : AREN ICE FFHG
95000 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur BRUNO MELIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Finale de la Coupe de France de Hockey-sur-Glace 2022

Dates prévisionnelles : 5 août 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

Cette nouvelle édition de la Coupe de France de hockey sur glace va être organisée le 30 janvier 2022 par la ligue Île-de-France de Hockey sur Glace avec le concours de la Fédération Française de Hockey-sur-Glace.

Il y aura une rencontre opposant les deux équipes finalistes de la Coupe de France avec une qualification en Coupe d'Europe pour le vainqueur. Cet événement annuel pour le hockey-sur-glace avec notamment bénéficiera d'une retransmission en direct par Sport en France, avec comme objectif le développement et la lisibilité de cette discipline.

En marge de la finale programmée le 30 janvier 2022 de nombreuses animations et notamment un regroupement de 36 équipes de catégorie U9 qui s'opposeront les samedi et dimanche 29 et 30 janvier 2022. Il y aura également une démonstration de hockey luge, la présence de hockey féminin et une démarche de détection catégorie U15.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 15 000 spectateurs.

Les objectifs de cette manifestation sportive sont :

- de réunir et fédérer les différents acteurs du hockey-sur-glace,
- d'augmenter l'écho médiatique de la discipline auprès des journalistes accrédités,
- de démontrer la vitalité du hockey-sur-glace à travers un évènement d'envergure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	50 000,00	17,86%
Frais d'hébergement	135 000,00	48,21%
Taxes diverses	8 000,00	2,86%
Communication	12 000,00	4,29%
Logistique	12 000,00	4,29%
Arbitrage	3 000,00	1,07%
Frais de sécurité	20 000,00	7,14%
Autres dépenses	40 000,00	14,29%
Total	280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	1,79%
Fonds propres	90 000,00	32,14%
Billetterie	165 000,00	58,93%
Vente produits finis	5 000,00	1,79%
Autres recettes	15 000,00	5,36%
Total	280 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061642 - FRENCH OPEN DE TAEKWONDO 2021

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	175 000,00 € HT	11,43 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 25 RUE SAINT ANTOINE
69003 LYON

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur HASSANE SADOK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du French Open de Taekwondo 2021

Dates prévisionnelles : 5 mai 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La Fédération Française de Taekwondo a organisé le French Open de Taekwondo les 12, 13 et 14 novembre 2021 à la Halle Carpentier sur Paris.

Cette manifestation internationale a regroupé près de 1000 athlètes pour 250 équipes représentant environ 50 nations. Ces délégations représentaient les catégories cadets, juniors et seniors chez les hommes et chez les femmes.

Les organisateurs ont vu près de 500 spectateurs chaque journée de la compétition.

Les objectifs de la Fédération Française de Taekwondo sont de :

- favoriser le développement du Taekwondo en Ile-de-France,
- communiquer autour des jeux de Tokyo 2020 et de Paris 2024,
- présenter et associer des compétitions à la fois combat et technique,
- valoriser l'accueil d'athlètes internationaux auprès de la Fédération mondiale,
- permettre aux représentants Français de gagner des points au classement mondial,
- développer des partenariats économiques et culturels pour médiatiser cette discipline.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	5 000,00	2,86%
Aménagement du site et location de matériels	15 000,00	8,57%
Frais d'hébergement	20 000,00	11,43%
Frais de restauration	20 000,00	11,43%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	5,71%
Frais de déplacement	20 000,00	11,43%
Redevance fédération internationale	10 000,00	5,71%
Logistique	20 000,00	11,43%
Gestion compétition / chronométrage	15 000,00	8,57%
Arbitrage	15 000,00	8,57%
Frais de sécurité	15 000,00	8,57%
Autres dépenses	10 000,00	5,71%
Total	175 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	11,43%
Fonds propres	65 000,00	37,14%
Recettes Inscriptions	90 000,00	51,43%
Total	175 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061653 - HANDISPORT OPEN DE PARIS 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	350 000,00 € TTC	2,86 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE HANDISPORT
Adresse administrative : 42 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GUISLAINE WESTELYNCK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Handisport Open de Paris 2022

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française Handisport va organiser le Handisport Open de Paris 2022 en athlétisme, du 09/06/2022 au 11/06/2022 au stade Charléty à Paris, avec l'élite des athlètes handisport du Monde.

Après le succès des éditions précédentes, la Fédération Française Handisport (FFH) et sa commission athlétisme, organisent pour la 4ème édition du plus grand rassemblement d'athlétisme handisport de France, le Handisport Open d'athlétisme de Paris.

Le "HOP 2022" est organisé avec le soutien d'un grand nombre de partenaires privés et publics dont la Région Ile-de-France.

C'est le stade Charléty qui accueillera cet évènement sportif juste à côté de la Maison du Sport Français, le "HOP 2022" mettra en scène plus de 600 athlètes nationaux et internationaux, provenant de plus de 60 nations.

Le "HOP 2022" s'inscrit dans le cadre du circuit international de compétitions imaginé par le Comité Paralympique International (IPC), à travers son antenne dédiée à la discipline "WPA – World Para Athletics".

Cette opération sera également l'occasion de profiter d'un grand Village festif d'animations sportives et de sensibilisations à la pratique handisport, les organisateurs comptent sur la présence d'environ 12 000 spectateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 000,00	0,57%
Aménagement du site et location de matériels	25 000,00	7,14%
Frais d'hébergement	55 000,00	15,71%
Frais de restauration	28 000,00	8,00%
Frais de personnel (charges comprises)	50 000,00	14,29%
Indemnités bénévoles	10 000,00	2,86%
Frais de déplacement	22 000,00	6,29%
Frais d'encadrement	20 000,00	5,71%
Communication	50 000,00	14,29%
Redevance fédération internationale	3 000,00	0,86%
Frais pour audiovisuel	22 000,00	6,29%
Réception VIP	13 000,00	3,71%
Logistique	30 000,00	8,57%
Gestion compétition / chronométrage	7 000,00	2,00%
Arbitrage	5 000,00	1,43%
Frais de sécurité	8 000,00	2,29%
Total	350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	2,86%
Subvention Commune	50 000,00	14,29%
Fonds propres	130 000,00	37,14%
Partenaires privés	130 000,00	37,14%
Inscriptions	30 000,00	8,57%
Total	350 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061650 - NATIONAL GOLF WEEK 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	600 000,00 € HT	5,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GOLF

Adresse administrative : 68 RUE ANATOLE FRANCE
92300 LEVALLOIS-PERRET

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE MUNIESA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du National Golf Week 2022

Dates prévisionnelles : 5 juin 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Fédération Française de Golf va organiser le National Golf Week du 31/03/2022 au 02/04/2022 au Golf National de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui a pour objectif de rassembler chez ce public des golfeurs, les professionnels et des néophytes de la pratique du golf. Cela sera la première édition « classique » en effet pour l'année 2021 et en raison de la crise sanitaire Covid 19, la Fédération Française de Golf a été contrainte d'opter pour un format digital.

Pendant cette édition 2022, il y aura plusieurs points d'attraction toute la semaine qui auront pour objectifs d'attirer des cibles multiples :

- compétitions de golf pour les joueurs amateurs et les joueurs professionnels,
- animations, concours et initiations,
- stands d'exposition avec un espace de 3 000m²,
- centre d'essais de clubs,
- conférences et tables rondes réunissant experts et personnalités sur différents thèmes.

Il y aura environ 50 athlètes de haut niveau pour 30 clubs, 300 licenciés amateurs et 200 professionnels du secteur, des médias.

Plusieurs milliers de visiteurs par jour sont attendus par les organisateurs (selon les contraintes sanitaires), qui sont golfeurs débutants ou confirmés, ainsi que des enfants, et des néophytes qui découvriront cette pratique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	15 000,00	2,50%
Aménagement du site et location de matériels	165 000,00	27,50%
Frais d'hébergement	10 000,00	1,67%
Frais de restauration	20 000,00	3,33%
Frais de personnel (charges comprises)	115 000,00	19,17%
Indemnités bénévoles	5 000,00	0,83%
Frais de déplacement	20 000,00	3,33%
Communication	35 000,00	5,83%
Frais pour audiovisuel	15 000,00	2,50%
Réception VIP	50 000,00	8,33%
Logistique	40 000,00	6,67%
Gestion compétition / chronométrage	60 000,00	10,00%
Arbitrage	5 000,00	0,83%
Frais de sécurité	35 000,00	5,83%
Autres dépenses	10 000,00	1,67%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	5,00%
Subvention Département	50 000,00	8,33%
Subvention Commune	50 000,00	8,33%
Fonds propres	80 000,00	13,33%
Partenaires privés	50 000,00	8,33%
Billetterie	50 000,00	8,33%
Inscriptions	80 000,00	13,33%
Vente produits finis	200 000,00	33,33%
Autres recettes	10 000,00	1,67%
Total	600 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061718 - OPERATION LES GANTS DU COEUR 2021

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	15 000,00 € TTC	30,00 %	4 500,00 €
	Montant total de la subvention		4 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEVALLOIS SPORTING CLUB
Adresse administrative : 24 RUE LOUISE MICHEL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame INGRID DESMEDT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'opération Les gants du Cœur 2021

Dates prévisionnelles : 5 juin 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

Le Levallois Sporting Club a organisé la Journée Mondiale des Personnes Handicapées le 03/12/2021, cette journée porte ouverte qui portait l'Opération les Gants du Cœur 2021 était dédiée aux personnes en situation de handicap conformément aux directives de L'ONU depuis 30 ans.

Cette opération a proposé des ateliers découvertes de boxe et de motricité proposés et animés par les entraîneurs des différentes sections Boxe du Levallois Sporting Club.

Des artistes du cirque étaient également présents pour amuser les plus jeunes (clowns, jongleurs) en parallèle d'une démonstration BOXE HANDI sur le ring au centre de la salle.

Une chorégraphie de danse hip-hop par des danseurs en situation de handicap sur le ring a également été proposé avec une exhibition de Boxe sur le ring par des boxeurs professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	1 500,00	10,00%
Aménagement du site et location de matériels	2 500,00	16,67%
Frais de restauration	500,00	3,33%
Frais de personnel (charges comprises)	2 500,00	16,67%
Frais d'encadrement	1 500,00	10,00%
Communication	500,00	3,33%
Frais pour audiovisuel	1 500,00	10,00%
Réception VIP	2 000,00	13,33%
Arbitrage	500,00	3,33%
Frais de sécurité	2 000,00	13,33%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	4 500,00	30,00%
Subvention Commune	2 000,00	13,33%
Fonds propres	8 500,00	56,67%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061759 - TOURNOI DE FOOTBALL FEMININ U19 - ESSONNE CUP 2021

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-65734-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	43 000,00 € TTC	11,63 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET

Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE MAYEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'Essonne Cup 2021

Dates prévisionnelles : 5 janvier 2021 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La Ville de Breuillet a organisé le Tournoi de Football féminin catégorie U19 Nationale du 27 au 29 août 2021 à la Plaine des Sports de Breuillet, cette 5ème édition a pu accueillir à cette occasion 12 équipes dont 4 équipes étrangères.

Cet événement a eu lieu dans le cadre de l'inauguration des équipements sportifs des villes de Breuillet et de Bruyères le Chatel mais également afin de véhiculer les valeurs qui sont portées par cette pratique sportive.

Les objectifs de cette opération étaient de proposer un plateau sportif de qualité et de préparer les équipes U19 au championnat de France qui débute au mois de septembre. Ce tournoi engendre une dynamique sur tout le territoire de la Ville de Breuillet et des villes avoisinantes pour une pratique sportive en pleine ascension.

Un stand d'information sera présent afin de communiquer et d'informer sur les possibilités de pratiquer dans tel ou tel club.

Les organisateurs de cette compétition comptent sur la présence d'environ 800 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	500,00	1,16%
Frais d'hébergement	20 000,00	46,51%
Frais de restauration	6 000,00	13,95%
Frais de déplacement	10 000,00	23,26%
Frais d'encadrement	500,00	1,16%
Communication	3 000,00	6,98%
Arbitrage	3 000,00	6,98%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	11,63%
Subvention Département	8 000,00	18,60%
Subvention Commune	12 000,00	27,91%
Fonds propres	3 000,00	6,98%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	2 000,00	4,65%
Partenaires privés	13 000,00	30,23%
Total	43 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061651 - TRAIL DE JOUY-EN-JOSAS 2022

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-32-65734-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	45 000,00 € TTC	11,11 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY-EN-JOSAS
Adresse administrative : 19 AVENUE JEAN JAURES
78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame MARIE-HELENE AUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Trail de Jouy-en-Josas 2022

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2021 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Ville de Jouy-en-Josas va organiser le Trail de Jouy-en-Josas le 03/04/2022, cette course qui devrait regrouper 1500 coureurs sera composée de 3 parcours exceptionnels, vallonnés et techniques, traversant différentes villes de la Vallée de la Bièvre, sur des sites naturels forestiers.

- 1 course de 42 kms,
- 1 course de 28 kms,
- 1 course de 14 kms.

De cette façon, cet événement permettra la découverte du patrimoine de la Vallée de la Bièvre, au travers de valeurs de respect de la nature, d'éco-responsabilité et de développement durable.

Cette course sera accessible à tous les publics : débutés et expérimentés ainsi que les coureurs pratiquants le sport nature, la Ville de Jouy-en-Josas attend une centaine de spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- JOUY-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	20 000,00	44,44%
Frais de personnel (charges comprises)	15 000,00	33,33%
Gestion compétition / chronométrage	5 000,00	11,11%
Frais de sécurité	3 000,00	6,67%
Autres dépenses	2 000,00	4,44%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	11,11%
Subvention Département	4 000,00	8,89%
Autres subventions publiques	4 000,00	8,89%
Partenaires privés	1 500,00	3,33%
Inscriptions	30 000,00	66,67%
Autres recettes	500,00	1,11%
Total	45 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention de partenariat CC de SQY

Championnats du Monde de Golf Amateurs par Equipes 2022

CONTRAT DE PARTENARIAT INSTITUTIONNEL « RÉGION IDF - SQY – FFGOLF - GOLF NATIONAL »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La FFGolf (SIRET 78466318900040), association Reconnue d'Utilité Publique et délégataire de mission de service public, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ses décrets d'application et le Code du Sport français. L'association est inscrite au Répertoire National des Associations sous le numéro W 922 000 704, dont le siège social est à Levallois-Perret (92309), 68 rue Anatole France. La FFGolf est représentée par son Président en exercice, Monsieur Pascal GRIZOT, dûment habilité à l'effet des présentes ;

Le Golf National (SIRET 78466318900065) établissement sportif sans personnalité morale distincte exploité par la Fédération Française de Golf (ci-après la « ffgolf ») en vertu d'un bail emphytéotique. Pour l'application des présentes, les coordonnées utiles du Golf National sont les suivantes :

Adresse postale : Le Golf National : 2, avenue du golf CS40549 (78286) Guyancourt cedex, représenté par le Président de la ffgolf.

Ci-après dénommée la « **ffgolf** »

D'UNE PART,

ET :

-La Région-Ile-de-France dont le siège est situé 2, rue Simone Veil 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine, représenté par Madame Valérie PECRESSE en sa qualité de Présidente, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-014 du 28 janvier 2022,

Ci- après désigné par la « **Région IDF** »

Saint-Quentin-en-Yvelines, dont le siège est situé : 1, rue Eugène Hénaff - ZA du Buisson de la Couldre - BP 118 - 78192 Trappes Cedex, représentée par son Président Jean-Michel FOURGOUS, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération n° 2021-140 du Conseil Communautaire du 27 mai 2021,

Ci- après désignée par « **SQY** »

D'AUTRE PART.

La ffgolf, la Région IDF et SQY seront ci-après désignées ensemble les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Fédération Française de Golf, est une fédération sportive nationale constituée sous forme d'association Loi 1901 et conformément aux articles L. 131-1 et L. 131-15 du Code du sport. La Fédération est délégataire de service public afin d'organiser, coordonner, développer et contrôler la pratique et les compétitions sportives de golf en France. En application de ses statuts, la ffgolf a notamment pour objet d'exploiter son Centre Fédéral National : Le Golf National dans les Yvelines (78) en Région Ile-de-France, dont elle a la propriété en vertu d'un bail emphytéotique signé le 4 octobre 1990 et ses avenants successifs jusqu'en 2089 avec SQY.

Le Golf National, créé en 1991 par la ffgolf dans le but de devenir un stade de Golf de renommée internationale, est le seul golf au monde à avoir accueilli la Ryder Cup en 2018, un Open National annuel, les Championnats du Monde en 1994 et prochainement en 2022 ainsi que l'épreuve future de golf des Jeux Olympiques en 2024.

Les Championnats du Monde de Golf Amateur par Equipes 2022 (ci-après « l'Événement ») est un tournoi de référence ayant révélé la plupart des golfeurs les plus titrés de Annika Sörenstam à Tiger Woods en 1994 au Golf National, en passant par Martin Kaymer et Justin Thomas, le Championnat du Monde Amateur se joue par équipes et réunira au Golf National et à Saint-Nom-la-Bretèche 387 joueuses et joueurs du 22 août au 3 septembre 2022. L'équipe de France, victorieuse chez les garçons en 2010, chez les filles en 1964 et 2000, devra affronter les meilleurs amateurs du monde, venant de 78 pays.

En échange de leur soutien pour l'accueil de cette épreuve majeure de *l'International Golf Federation*, la Région IDF et SQY apparaîtront dans le plan de promotion de l'épreuve, sur le tournoi qui sera diffusé en ligne sur les médias ffgolf. Un programme d'hospitalités sera également mis en œuvre (déjeuners, dîners officiels notamment).

Sur le plan environnemental, la ffgolf est signataire des engagements éco-responsables des organisateurs de grands événements sportifs et est engagée contractuellement avec le Museum National d'Histoire Naturelle afin de limiter les impacts sur la biodiversité et favoriser la résilience du site après les grands événements sportifs internationaux.

La Région IDF et SQY ont décidé d'apporter leur soutien pour l'accueil et l'organisation des Championnats du Monde de Golf Amateur par Equipes 2022 qui correspondent au cahier des charges des Grands Événements Sportifs Internationaux organisés sur leur territoire respectif.

Les Parties se sont donc rapprochées en vue d'établir le présent contrat tripartite (ci-après le « **Contrat** » ou la « **Convention** ») afin de soutenir l'organisation matérielle, sanitaire, sécuritaire et environnementale de l'événement et de mettre en œuvre en contrepartie une communication institutionnelle de la Région IDF et de SQY au bénéfice du territoire et de publics cibles.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les contreparties au bénéfice de la Région IDF et de SQY valorisant le projet et l'apport de la ffgolf sur le territoire de SQY à travers l'organisation des Championnats du monde de golf amateurs par équipes en 2022.

En contrepartie du soutien financier de la Région IDF et de SQY, la ffgolf s'engage à faire largement état de ce partenariat sur tous supports de communication lié à l'Événement et à destination de publics cibles.

2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 LA REGION IDF :

- Par délibération n° CP 2021-129 du 01/04/2021, la Région IDF a décidé de soutenir la ffgolf à hauteur de 200.000 euros pour l'organisation des Championnats du Monde de Golf Amateur par équipes 2022. Cet engagement a fait l'objet d'une convention bilatérale de subventionnement.
- La Région IDF s'engage à faire ses meilleurs efforts pour mettre en relation la ffgolf et le gestionnaire de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines afin d'étudier les besoins et les possibilités d'accueil des compétiteurs sur ce site, si nécessaire.
- Une collaboration avec le Comité Régional du Tourisme pourra être étudiée (accueil sur site et dans les gares SQY, information et valorisation de l'événement).

2.2 SQY :

- SQY s'engage dans le Club des Partenaires du Championnat du Monde Amateur 2022, qui se déroulera au Golf National pour un montant de 75 k€ (soixante-quinze mille euros) par an en 2021 et 2022.
 - En 2021, le versement s'effectuera après signature et rendu exécutoire du contrat.
 - En 2022, le versement interviendra au cours du 1^{er} trimestre sur présentation d'un appel de fonds de la ffgolf à SQY, sous réserve du vote des crédits au Budget 2022 de SQY.

REMBOURSEMENT : SQY se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie du soutien déjà versé dans le cas où celui-ci n'aurait pas été utilisé dans le cadre de l'objet tel que défini au présent contrat.

La Région IDF et SQY s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour, en cas de besoin, renforcer leur soutien à l'organisation de l'Événement en fonction de l'évolution du contexte

sanitaire et sécuritaire qui présidera en 2022, dans la limite de leurs pouvoirs respectifs et sauf cas de force majeure ou interdiction administrative.

2.3 LA FFGOLF :

Sans préjudice des engagements résultant de conventions bilatérales de subventionnement avec chacun des partenaires, la ffgolf s'engage à :

Communication et visibilité des partenaires :

- La ffgolf s'engage à intégrer la Région IDF et SQY dans le club des partenaires des Championnats du monde 2022 et à les associer aux réunions et animations en amont et pendant l'Événement selon un planning à préciser.
- La ffgolf communiquera aux partenaires les appellations, bloc marques et logos libres de droits pour leur communication institutionnelle propre sur leurs supports dont chaque utilisation devra être validée préalablement par la ffgolf.
- Pavillon réceptif (stand) de la Fédération : le soutien de la Région IDF et de SQY sera affiché de manière visible (présence sur les panneaux logo IDF) + hall d'entrée / trou n°1 /green du 18/ emplacements stratégiques de passage sur les deux sites de la compétition.
- Logo de la Région Île-de-France précédé « avec le soutien de la Région Île-de-France » sera présent sur tous les supports de communication print et digital de l'événement géré par la fédération : site internet ffgolf, réseaux sociaux, streaming live... et l'espace « Partenaires institutionnels ».
- Logo de SQY précédé « avec le soutien de SQY » sera présent sur tous les supports de communication print et digital de l'événement géré par la fédération : site internet ffgolf, réseaux sociaux, streaming live... et l'espace « Partenaires institutionnels ».
- Un édit de la Présidente de la Région Île-de-France et du Président de SQY sera publié dans la rubrique « Club des partenaires » quel que soit le ou les supports.
- La ffgolf fera ses meilleurs efforts pour produire et diffuser les images de la compétition en assurant elle-même la production TV en direct pendant les matchs ce qui permettra une plus grande visibilité des partenaires.

Protocole :

- La ffgolf s'assurera de la présence et prise de parole de la Présidente de la Région IDF et du Président de SQY aux conférences de presse (lieu à déterminer) et aux actions de promotion organisées par la fédération en lien avec cet événement.
- Un représentant de la Région Ile-de-France, et un représentant de SQY, seront présents parmi les officiels pour la cérémonie d'ouverture et la cérémonie de la remise des récompenses.

Billetterie :

- La ffgolf fournira 10 invitations d'hospitalité par partenaire par jour pour la durée de l'événement au pavillon d'hospitalité de la ffgolf.
- La ffgolf fournira 500 invitations simples par jour pour la durée de l'événement à la Région IDF pour en faire bénéficier le public de son choix.
- La ffgolf fournira 350 invitations simples par jour pour la durée de l'événement à SQY pour en faire bénéficier le public de son choix.

Public jeune :

- La ffgolf fournira 1000 billets jeunes par jour pour la durée de l'événement pour les licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale. (à confirmer selon le contexte sanitaire en 2022).
- La ffgolf et les partenaires organiseront ensemble (transport, encadrement, restauration et accueil sur site) une journée encadrée pour les publics suivants :
 - Cibles : Jeunes des écoles de golf
 - Scolaires de la Région IDF
 - Centre de loisirs / centres aérés du département 78 et de SQY

Développement durable, RSE et environnement :

- La ffgolf s'engage à associer la Région IDF et SQY au plan d'actions, de communication, visant à sensibiliser à l'éco-responsabilité de l'Evénement, et son exemplarité sur ce sujet en liaison avec le Museum National d'Histoire Naturelle et à travers signature de la Charte des événements co-responsables.
- La ffgolf s'engage à communiquer sur la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité pendant l'Evénement. A ce titre elle s'engage à promouvoir et faire vivre et respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité.
- La ffgolf s'engage à tout mettre en œuvre pour, en cas de besoin, renforcer son dispositif sanitaire et sécuritaire pour l'organisation de l'Evénement en fonction de l'évolution du contexte général qui présidera en 2022, dans la limite de ses prérogatives et sous contrôle du détenteur de droits (la Fédération Internationale de Golf), sauf cas de force majeure ou interdiction administrative.

3. DUREE

Le Contrat prend effet à compter de sa signature par les Parties et jusqu'à la clôture de l'Evénement en 2022.

4. RESILIATION DE LA CONVENTION

4.1 Manquements graves :

Chaque Partie pourra à tout moment résilier la Convention en tout ou en partie en cas de manquement grave de l'autre partie hors cas de force majeure.

La résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 30 (trente) jours à compter de la mise en demeure restée infructueuse.

4.2 Cas de force majeure :

La responsabilité d'une des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution de la Convention est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Dans tous les cas, la Partie empêchée devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter la durée et les effets du cas de force majeure.

Dans l'hypothèse où la ffgolf serait confrontée, au cours de l'exécution de la Convention, à la survenance d'un événement de force majeure de nature à retarder l'exécution de l'une quelconque de ses obligations aux termes de la Convention, elle s'engage à informer sans délai la Région IDF et SQY, de la durée et des conséquences prévisibles de cet événement sur la ou les obligations affectées.

Si les effets de la force majeure se faisaient sentir sur une période supérieure à trente (30) jours, les Parties, sur l'invitation écrite de la plus diligente d'entre elles, se concerteraient pour en tirer les conséquences sur l'exécution de la Convention. A défaut de négociation ou d'accord dans un délai de trente (30) jours après expiration de la première période de trente (30) jours, l'une ou l'autre des Parties pourra résilier la Convention de plein droit avec effet immédiat par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette résiliation ouvre droit à indemnité au bénéfice de l'autre partie.

5 DIVERS

5.1 Modification du Contrat

Toute modification du Contrat doit être constatée par écrit sous forme d'un avenant au Contrat signé par les Parties ou leurs représentants dûment habilités.

Toute renonciation, quelle qu'en soit la durée, à invoquer l'existence ou la violation totale ou partielle de l'une quelconque des clauses du Contrat ne peut constituer une modification, une suppression de ladite clause ou une renonciation à invoquer les violations antérieures, concomitantes ou postérieures de ladite clause ou d'autres clauses. Une telle renonciation n'aura d'effet que si elle est exprimée par écrit signé par la personne dûment habilitée à cet effet.

5.2 Indépendance des Parties

Aucune des Parties ne pourra, en outre, sauf mandat particulier, exprès et préalable de l'autre Partie, être considérée comme représentant de l'autre Partie ou agir en son nom et pour son compte et ce, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit.

5.3 Confidentialité

Chaque Partie reconnaît que la négociation et l'exécution de la Convention peut l'amener à prendre connaissance d'informations propres à l'autre Partie. Chaque Partie prend donc l'engagement et se porte fort pour son personnel et ses sous-traitants du respect de l'obligation de ne pas utiliser à d'autres fins que l'exécution de la Convention et de ne communiquer à quiconque, soit directement, soit indirectement, les renseignements, informations ou documents (qu'ils portent ou non une mention de confidentialité) recueillis à l'occasion de l'exécution de la Convention ou à l'occasion d'échanges ou de visites précédant la conclusion de la Convention.

Toutefois, ne sont pas considérées comme des informations confidentielles :

- Les informations, légitimement connues de la Partie réceptrice préalablement à leur communication (à charge pour la Partie invoquant cette connaissance préalable d'en apporter la preuve),
- Les informations obtenues de tiers non tenu d'une obligation de secret par des moyens légitimes,
- Les informations qui étaient dans le domaine public ou qui y tombent sans que la Partie réceptrice ait commis de faute.

Chaque partie pourra divulguer, sous la plus stricte confidentialité, la Convention et les documents y afférents à son courtier d'assurance, à ses commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle et à leur organisme de tutelle ou maison mère ou lorsque cette divulgation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu de la Convention.

La présente obligation de confidentialité survivra pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'expiration de la Convention.

5.4 Données personnelles (RGPD)

Les parties déclarent et garantissent que toutes les données personnelles transmises en vertu de ce contrat seront traitées en application des Règlements de Protection des Données Applicables et notamment résultant du Règlement européen sur les données personnelles en date du 27/04/2016 (Règlement UE 2016/679).

5.5 Dispositions anticorruption

Les parties déclarent qu'elles se conformeront à toutes les dispositions légales en matière de corruption, trafic d'influence et favoritisme notamment en application de la loi Sapin II du 9 décembre 2016 en France et toutes les lois applicables où le contrat recevra application.

5.6 Cession du contrat

Aucune cession du contrat ne pourra intervenir sans l'accord écrit de l'autre Partie, excepté aux filiales de l'une des Parties. L'autre Partie aura un délai de deux (2) mois à compter de la notification qui lui sera adressée par lettre recommandée pour faire connaître son acceptation ou son refus, après communication de tous les éléments nécessaires sur le successeur et son engagement de maintenir le contrat et les obligations contenues dans les mêmes conditions. En cas de défaut de réponse dans ledit délai, l'autorisation sera considérée comme refusée.

Fait à Trappes, le

**Pour Saint-Quentin-en-Yvelines
Par délégation,
Le Vice-président chargé des Sports**

**Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente,**

**Pour la Fédération Française de GOLF,
Le Président,**

Laurent MAZAURY

Valérie PECRESSE

Pascal GRIZOT

Annexe 3 - Contrat organisation CM Aviron Junior 2023

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS D'AVIRON

et

FÉDÉRATION NATIONALE D'AVIRON DE : FRANCE

et

LA RÉGION ÎLE DE FRANCE

**CONTRAT RELATIF À L'ORGANISATION D'UN ÉVÉNEMENT
ET À L'OCTROI DE DROITS**

concernant

le Championnat du monde d'aviron Junior 2023

EN DATE DU : 02/11/2021

PARTIES

1) **FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS D'AVIRON**, une société constituée conformément aux lois de la Suisse, dont le siège officiel est sis Av. de Rhodanie 54, 1007 Lausanne, Suisse (la « **FISA** ») ; et

2) **FÉDÉRATION NATIONALE D'AVIRON ; FÉDÉRATION FRANÇAISE D'AVIRON**, une organisation constituée conformément aux lois de : la France, dont le siège officiel est sis 17 boulevard de la Marne, 94130 Nogent sur Marne (la « **FFA** ») ; et

3) **LA RÉGION ILE DE FRANCE**, une organisation constituée conformément aux lois de la France, dont le siège officiel est sis 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN (la « **Région** »).

INTRODUCTION

(A) La FISA (également connue sous le nom « World Rowing ») est l'instance gouvernante internationale et elle est reconnue en tant que telle par le Comité International Olympique.

(B) La FISA possède et contrôle le droit d'organiser, monter et exploiter commercialement l'Événement, et elle est le propriétaire des Droits commerciaux qu'elle contrôle également.

(C) La FFA et la Région ont communiqué à la FISA les réponses au dossier d'appel d'offres de la FISA ;

(D) Le Conseil de la FISA a soigneusement évalué la candidature de la FFA et de la Région, ainsi que les déclarations et engagements, et les candidatures des autres villes et fédérations candidates ;

(E) En se fondant sur les déclarations et engagements remis par la FFA et la Région, la FISA, suivant la décision prise par le Conseil de la FISA le 29 octobre 2021 attribue à la FFA et à la Région :

(i) le droit d'organiser l'événement ; et

(ii) le droit d'exploiter les Droits commerciaux locaux (tels que définis ci-dessous) conformément aux clauses et conditions stipulées dans le présent Contrat.

LES PARTIES CONVIENNENT DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Dans le présent Contrat, les définitions suivantes s'appliquent :

« Documents annexes » désigne chacun des documents suivants :

- a. Soutien de l'autorité chargée du tourisme local
- b. Propriété du Site
- c. Attestation de l'équipe de médecins
- d. Reconnaissance des exigences en matière de streaming en live
- e. Reconnaissance de la Politique de la FISA relative aux drones
- f. Engagement concernant les médias numériques
- g. Garantie(s) de financement
- h. Reconnaissance des droits commerciaux
- i. Reconnaissance de la Politique de la FISA applicable au merchandising et à la concession de licences
- j. Engagement d'assurance
- k. Accès aux championnats
- l. Engagements relatifs aux prix des hébergements
- m. Engagement relatif à l'appel d'offres
- n. Budget de l'événement

Et les autres accords, arrangements ou autres engagements conclus ou accordés par l'un ou l'autre ou les deux Organismes dans le cadre du processus d'appel d'offres.

« **Procédure d'approbation** » désigne la procédure énoncée à l'Annexe 6.

« **Questionnaire de l'appel d'offres** » désigne le questionnaire de l'appel d'offres rempli par l'un ou l'autre ou les deux Organismes.

« **Droits de diffusion** » désigne le droit d'avoir accès à l'Événement, aux fins de produire la Couverture de l'événement, le droit de distribuer ladite Couverture de l'Événement que ce soit (sans limitation) en direct, en différé, sous forme de temps forts, d'informations, de clips ou à la demande, etc. dans tout standard technique de réception par tout dispositif numérique, ou signal radio et/ou TV ou autrement (sous toute forme incluant et de manière non limitative : terrestre, satellite par câble, TV gratuite ou payante, projection publique ou privée, distribution par des systèmes ou technologies sans fil ou mobiles, distribution par Internet, etc.) ainsi que le droit d'utiliser cette Couverture de l'Événement dans d'autres supports audio et/ou visuels, ou produits de toute sorte (y compris et de manière non limitative les CD, CD-Rom, DVD, vidéogrammes, etc.) qu'ils existent ou non au moment de la signature du présent Contrat.

« **Jour ouvrable** » désigne un jour où les banques sont ouvertes pour la transaction d'affaires générales en Suisse.

« **Coûts plafonnés** » désigne les coûts de la ligne du Budget de l'Événement listés à l'Annexe 2 Partie 2 (c), qui sont encourus par la FISA pour le bénéfice de l'Événement et seront refacturés par la FISA aux Organismes, pour un paiement à concurrence des montants plafonnés stipulés. Tous les coûts encourus pour ces postes du Budget de l'Événement excédant le montant plafonné (lorsqu'il est indiqué) seront payés par la FISA.

« **Commentaire** » désigne un commentaire audio de l'Événement ou de toute partie de l'Événement.

« **Obligations commerciales** » désigne les obligations stipulées à l'Annexe 4, que les Organismes assument en ce qui concerne la fourniture des Droits commerciaux et l'exercice des Droits commerciaux locaux.

« **Droits commerciaux** » désigne un quelconque et tous les Droits commerciaux et Droits de propriété intellectuelle de toute sorte, qu'ils soient connus actuellement ou inventés par la suite, développés ou existant à tout moment, quelque part dans le monde, dans un quelconque et tous les médias, résultant de l'Événement et/ou liés à celui-ci, et toute partie ou tout aspect de l'Événement (y compris tous les droits de parrainage, droits publicitaires, droits de concession de licence/merchandising, droits de concession, droits de billetterie, droits d'hospitalité, droits de restauration, droits de publication, droits sur les données, Droits de diffusion, droits sur les médias, droits multimédias, droits interactifs et droits numériques de toute nature).

« **Informations confidentielles** » désigne toutes les informations de quelque nature que ce soit, reçues ou obtenues par une Partie en conséquence de, ou dans le cadre de la conclusion ou de l'exécution du présent Contrat, et/ou qui concernent :

- (i) les négociations relatives au présent Contrat ;
- (ii) les dispositions du présent Contrat ;
- (iii) l'objet du présent Contrat ;
- (iv) les activités, clients ou affaires financières ou autres de l'une ou l'autre des Parties, ou
- (v) toutes les informations concernant les business models, plans et structures pour le montage et la réalisation de l'Événement fournies par la FISA ou toute autre personne (incluant le Manuel Marketing de la FISA).

« **Événement** » désigne les **Championnats du monde d'aviron Junior 2023**, qui doivent se tenir sur le Site, pendant la Période de l'Événement, ou toute partie de cette période, conformément au présent Contrat, se composant principalement de l'ensemble des activités sportives, cérémonies d'ouverture et de clôture, conférences de presse, cérémonies de victoire, dîners de gala, soirée de remise des récompenses, et des activités associées et fonctions officielles associées, plus précisément décrites à l'Annexe 1.

« **Budget de l'Événement** » désigne le budget pour le montage de l'Événement à préparer, à soumettre à la FISA et à actualiser par les Organismes conformément au présent Contrat, et aux Manuel Marketing de la FISA.

« **Couverture de l'Événement** » désigne tous les enregistrements audios, visuels et/ou audio-visuels, la couverture ou le métrage, quels qu'ils soient, sous tout format (qu'ils soient connus actuellement ou développés par la suite), y compris les séquences, photos, images, cadres, simulations ou descriptions électroniques ou autres, et le commentaire sur l'Événement.

« **Marque de l'Événement** » désigne le logo officiel de l'Événement, dont un exemple est représenté à l'Annexe 8 (Partie 2).

« **Officiels de l'Événement** » désigne toutes les personnes nommées par la FISA ou les Organismes pour officier en toute capacité lors de l'Événement ou dans le cadre de celui-ci.

« **Période de l'Événement** » désigne la période décrite en tant que telle en Annexe 1.

« **Catégories de sponsors exclus** » désigne les catégories exclusives de secteurs de marque réservées aux sponsors de la FISA et/ou formant la base d'une discussion commerciale de la FISA, telles qu'énoncées à l'Annexe 7 et qui peuvent de temps à autre être notifiées en complément aux Organismes.

« **Sponsors de l'Événement** » désigne les Partenaires commerciaux de la FISA et les Partenaires commerciaux locaux.

« **Frais** » désigne les frais liés à l'appel d'offre et les frais d'accueil de l'Événement payables par les Organisateurs, conformément aux dispositions de l'Annexe 2.

« **Compte de la FISA** » désigne le compte bancaire dont les coordonnées sont les suivantes :

Nom de la banque : UBS SA

Adresse de la banque : Place St-François 16, 1003 Lausanne, Suisse

Code IBAN : CH48 0024 3243 3515 9060 K

Code BIC/Swift : UBSWCHZH80A

ou tout autre compte bancaire que la FISA pourra de temps à autre notifier aux Organisateurs.

« **Partenaires de diffusion de la FISA** » désigne les partenaires de diffusion de la FISA de temps à autre, y compris et de manière non limitative ses partenaires de production et de distribution :

« **Partenaire commercial de la FISA** » désigne tout licencié de l'un quelconque des Droits commerciaux retenus, y compris et de manière non limitative tout sponsor de la FISA.

« **Hospitalité de la FISA** » désigne la zone de l'espace de réception rendue disponible pour accueillir le personnel et les invités de la FISA.

« **Manuel Marketing de la FISA** » désigne le manuel marketing de l'Événement, compilé par la FISA (y compris toutes variations et actualisations), dont un exemple est joint à l'Annexe 9.

« **Marques de la FISA** » désigne le logo indiqué à l'Annexe 8 (Partie 1) ainsi que tous autres logos, designs, désignations et marques qui sont détenus et contrôlés par la FISA à tout moment pendant la Durée de validité.

« **Règlementations de la FISA** » désigne les statuts de la FISA, les règlements de course, les statuts associés, les réglementations de l'événement, les directives, résolutions, notes d'orientation et/ou tout autre ordre ou directive de la FISA en vigueur de temps à autre (y compris le Manuel de la FISA pour les Championnats d'aviron).

« **Sponsors de la FISA** » désignera les sponsors officiels de la FISA tels que décrits à l'Annexe 5 et selon ce qui pourra de temps à autre être notifié aux Organisateurs.

« **Enregistrement** » désigne l'ensemble des matériels, images, alimentations de programme et métrage (y compris toutes les pistes sonores associées, autres que le Commentaire) de l'Événement, qui peuvent être filmés, produits ou enregistrés par le Diffuseur hôte pendant la Durée de validité.

« **Cas de force majeure** » désigne en liaison à l'un ou l'autre des Organisateurs ou de la FISA (la « **Partie affectée** ») toute circonstance extraordinaire au-delà de son contrôle raisonnable, telle que incendie grave, tempête, et/ou inondation, tremblement de terre, explosion, actes d'un ennemi public, guerre, insurrection, émeute, acte terroriste, ou menace d'un acte terroriste, sabotage, pandémie, épidémie, embargos, grèves et/ou conflits sociaux, se produisant chez une personne autre que la Partie affectée, catastrophe naturelle, actes de tout gouvernement, qu'il soit national, municipal ou autre, ou de toute agence, qui affecte l'exécution de toute disposition du présent Contrat par la Partie affectée ; par souci de clarté, ce terme ne comprend pas l'incapacité soit pour les Organisateurs, soit pour la FISA, de remplir leurs obligations en vertu du présent Contrat, en conséquence d'un manque de moyens financiers, ou le fait d'être ou de devenir insolvable.

« **Droits d'hospitalité** » désigne le droit de fournir des services de réception sur le Site pour l'Événement.

« **Diffuseur hôte** » désigne l'organisation / les organisations approuvée(s) par ou nommée(s) par la FISA pour fournir l'alimentation du métrage de l'Événement en direct, ou toute partie de celui-ci, dans le standard technique et de diffusion requis par la FISA (la « **Production hôte** ») aux fins du streaming en direct sur Internet à un public en ligne et/ou via la télévision ou un autre support électronique ou numérique dans le monde, et/ou pour diffuser l'Événement ou toute partie de l'Événement par tous moyens, qu'ils existent ou non au moment de la signature du présent Contrat.

« **Droits de propriété intellectuelle** » désigne les brevets, droits sur les inventions, copyright et droits associés, marques déposées, noms commerciaux et noms de domaines, droits sur le goodwill ou droits d'intenter une action en justice pour « passing off » (tromperie commerciale) ou concurrence déloyale, droits sur les conceptions, droits dans les logiciels informatiques, droits sur les bases de données, droits dans les informations confidentielles (incluant le know-how) et tous autres droits de propriété intellectuelle, dans chaque cas qu'ils soient enregistrés ou non, et incluant toutes les demandes (ou droits de demander) et les renouvellements ou extensions de ces droits et tous les droits similaires ou équivalents ou formes de protection, qui existent actuellement ou existeront à l'avenir dans toute partie du monde.

« **Partenaires commerciaux locaux** » désigne les Sponsors locaux, les Fournisseurs locaux et les Sponsors médias.

« **Droits commerciaux locaux** » désigne les Droits de parrainage local et les Droits d'hospitalité.

« **Contrats locaux** » désigne tout contrat conclu avec un Partenaire commercial local, suite à l'approbation de la FISA, conformément à l'Article 5.6, qui régira les conditions dans lesquelles le Partenaire commercial local est nommé, ainsi que les droits à accorder à ce Partenaire commercial local.

« **Création graphique locale** » désigne un design graphique qui est représentatif du Site de l'Événement, qui sera basé sur une caractéristique locale notable déterminée par la FISA après consultation avec les Organisateurs, et conçu selon les instructions de la FISA.

« **Hospitalité locale** » désigne l'espace de réception mis à la disposition pour le personnel de l'Organisateur et les invités.

« **Sponsor local** » désigne une personne à laquelle les Organisateurs accordent les Droits de parrainage local stipulés à l'Annexe 5.

« **Droits de parrainage local** » désigne les droits de parrainage liés à l'Événement stipulés à l'Annexe 5.

« **Fournisseur local** » désigne une personne à laquelle les Organisateurs accordent les Droits de parrainage local stipulés à l'Annexe 5.

« **Sponsor média** » désigne une personne à laquelle les Organisateurs accordent les Droits de parrainage local stipulés à l'Annexe 5.

« **Zones médicales** » désigne les enceintes restreintes sur le Site, destinées à être utilisées par le personnel médical.

« **Personnel médical** » désigne les personnes formées pour fournir des prestations médicales, qui sont nommées dans le cadre de l'Événement.

« **Traiteur officiel** » désigne la personne qui doit être nommée comme traiteur officiel pour la fourniture de services d'hospitalité et autres services de restauration lors de l'Événement, conformément à l'Article 5.10.

« **Site web officiel de l'Événement** » désigne le site web officiel pour l'Événement, que les Organisateurs sont tenus de créer, en vertu de leurs obligations conformément à la politique Internet de la FISA pour l'Événement.

« **Titre officiel** » désigne le nom officiel donné à l'Événement par la FISA, tel qu'indiqué à l'Annexe 1.

« **Organisateurs** » désigne, sous réserve l'Article 3, la Fédération française d'aviron (Fédération nationale), le Comité national olympique (CNO), et le Comité d'organisation.

« **Comité d'organisation** » désigne la société ou autre entité similaire créée conformément à l'Article 3.

« **Parties** » désigne les parties au présent Contrat, et « **Partie** » désigne l'une quelconque d'entre elles, selon ce que le contexte exige.

« **Matériels promotionnels** » désigne tous documents officiels et autres formes de promotion/communication de toute nature (qu'elles soient imprimées ou autrement), tels qu'approuvés par la FISA conformément à la Procédure d'approbation de l'Annexe 6, utilisés dans le cadre de l'Événement, y compris les papiers à en-tête, listes des départs et des résultats, communiqués et presse et autres communiqués, brochures de l'événement, programmes souvenirs officiels, affiches de l'Événement, communications aux équipes et aux officiels, e-mails et pages du site web.

« **Règlementations** » désigne les règles, règlements, directives, décisions, codes de pratique et lignes directrices (y compris les Règlementations de la FISA) établis de temps à autre par toute autorité compétente juridique ou publicitaire, et toute instance régissant le sport, à laquelle la FISA est soumise.

« **Droits commerciaux retenus** » désigne tous les Droits commerciaux, y compris et de manière non limitative, la signalisation et le branding pour les propres Partenaires de la FISA, tous les droits de merchandising et de concession de licence, et les Droits de diffusion liés à l'Événement, et un quelconque et tous les autres Droits commerciaux qui ne sont pas expressément accordés aux Organisateurs au titre du présent Contrat.

« **Magazine Souvenir** » désigne le magazine souvenir officiel se rapportant à l'Événement.

« **Taxes** » désigne l'ensemble des taxes, impôts, redevances, déclarations, droits, charges, frais, déductions et retenues actuels et futurs, dans toutes les juridictions concernées, et tous les intérêts, pénalités et amendes qui y sont liés, et le terme « **Taxation** » sera interprété en conséquence.

« **Équipe** » désigne toute équipe ou équipage d'aviron (y compris un membre individuel de cette équipe ou de cet équipage) qui participe à l'Événement.

« **Zones techniques** » désigne les enceintes restreintes sur le Site, destinées à être utilisées par les Équipes et les Officiels de l'événement.

« **Obligations techniques et logistiques** » désigne les obligations stipulées à l'Annexe 3, que les Organisateurs assument en ce qui concerne la fourniture des aspects techniques, logistiques et opérationnels de l'Événement.

« **Durée de validité** » désigne la période décrite à l'Annexe 2.

« **Territoire** » désigne la République française.

« **Site** » désigne le lieu dans lequel se tiendra l'Événement, pendant toute la Période de l'Événement, dont une description plus précise figure à l'Annexe 1, y compris et de manière non nécessairement limitative, le parcours principal des courses, l'ensemble des zones, bâtiments et installations à utiliser pour ou dans le cadre de l'organisation, le montage et la diffusion de l'Événement, ainsi que l'espace aérien au-dessus d'eux, y compris le parcours des courses, les pontons, les tours de départ et d'arrivée, l'abri des aligneurs, les vestiaires des athlètes et des officiels, les zones de presse officielles, les zones d'accueil, les zones des spectateurs, les espaces de stationnement, les hôtels pour les officiels, les zones d'échauffement, les tribunes, le club-house, les ponts au-dessus du parcours et les stands pour les spectateurs, et les vestiaires, les zones d'échauffement / de récupération, les zones techniques, les zones médicales, les zones réservées aux médias, ou autres salles ou constructions sur ou dans le Site, et toutes autres zones dans lesquelles les spectateurs, les Équipes, les VIP et tous les invités sont admis, les installations de stationnement, terrains de camping et toutes les zones nécessaires pour l'exploitation des Droits commerciaux, et, selon ce que le contexte peut exiger, et dans la mesure où

les Organismes sont capables de contrôler en pratique l'accès à ces zones, les environs immédiats de ces installations (y compris l'espace aérien au-dessus d'elles).

« **Installation d'accueil des VIP** » désigne l'installation d'accueil de l'Événement, plus complètement décrite à l'Annexe 5.11.

« **Billets VIP** » désigne les billets pour les places VIP première classe (y compris le stationnement gratuit).

« **Œuvre** » désigne les œuvres originales sous copyright, et autres œuvres originales de toute nature qui sont créées par les Organismes, ou pour le compte de ces derniers, dans le cadre de l'exécution de leurs obligations au titre du présent Contrat et/ou qui se rapportent autrement à l'Événement.

1.2 Dans le présent Contrat, sauf disposition contraire :

- (a) Les titres sont insérés uniquement afin de faciliter toute référence ultérieure et ne doivent pas être pris en compte aux fins de l'interprétation du présent Contrat ;
- (b) Les références à tout préambule, article, sous-article, paragraphe ou Annexe sont celles contenues dans le présent Contrat et toutes les Annexes au présent Contrat en font partie intégrante ;
- (c) Les références à une personne seront interprétées de manière à inclure une instance constituée ou non en société ;
- (d) Les termes « inclure », « incluant » et « en particulier » seront interprétés comme étant insérés à des fins d'illustration ou d'insistance uniquement, et ne seront pas interprétés, ni ne prendront effet de manière à limiter la généralité de tous termes précédents ; et
- (e) Une référence à une loi, disposition réglementaire ou législation subordonnée est une référence à ce document dans sa version en vigueur actuellement, prenant en compte tout amendement, extension ou remise en vigueur et comprend toute loi, disposition réglementaire ou législation subordonnée antérieure, qu'elle amende ou remet en vigueur.

2 DURÉE DE VALIDITÉ

Le présent Contrat prend effet à la date de sa signature par la FISA et, sauf résiliation anticipée conformément à ses termes, restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023 ou, si la validité est étendue, jusqu'à ce que les obligations de paiement respectives des Parties au titre des présentes aient été acquittées de manière satisfaisante.

3 NOMINATION ET COMITÉ D'ORGANISATION

3.1 La FISA nomme par la présente les Organismes (à savoir, la FFA, la Région et le Comité d'organisation) à l'effet d'organiser et de monter l'Événement, conformément aux conditions stipulées dans le présent Contrat, et les Organismes acceptent cette nomination.

3.2 Dans les 90 jours à compter de la date de signature du présent Contrat, les Organismes créeront un Comité d'organisation, qui sera une entité juridique distincte de chacun des Organismes, et s'assureront que ce Comité d'organisation, dès sa création, adhère formellement au présent Contrat, et en devient une partie contractante, en adressant à la FISA une déclaration écrite contraignante à cet effet, sous la forme exposée à l'Annexe 10 ; par la suite, à toutes les fins énoncées dans le présent Contrat, le Comité d'organisation sera inclus dans la définition des « Organismes ».

3.3 En créant le Comité d'organisation, les Organismes s'assureront que la FISA bénéficie d'une représentation appropriée et significative dans ledit Comité, pour lui permettre d'aider et de conseiller le Comité d'organisation sur tous les aspects de l'Événement.

Cette représentation impliquera, entre autres, le fait que la FISA soit invitée à toutes les réunions du Comité d'organisation, et reçoive toutes les informations écrites (y compris les procès-verbaux des réunions) en anglais. Sauf disposition contraire convenue par les Parties, le mandataire de la FISA ne sera pas autorisé à voter lors des résolutions du Comité d'organisation.

3.4 Les Organismes partageront la responsabilité de l'organisation des différents aspects de l'Événement et nommeront des personnes qui seront les interlocuteurs de la FISA eu égard à l'Événement, comme suit :

(a) Obligations techniques et logistiques :

Instance responsable : _____ COSMA (2023 WRU19CH OC) _____

Personne responsable : _____ Jean-Pierre Bremer _____

(b) Obligations commerciales :

Instance responsable : _____ COSMA (2023 WRU19CH OC) _____

Personne responsable : _____ Pauline Parsy _____

Nonobstant les dispositions précédentes, les Organismes (à savoir, la FFA, la Région Ile de France et le Comité d'organisation) resteront directement, conjointement et solidairement responsables de l'exécution correcte de toutes les obligations concernant l'organisation et le montage de l'Événement, y compris et de manière non limitative, le paiement des Frais conformément à l'Annexe 2.

4 CONTREPARTIE

4.1 En contrepartie de la prise en charge par les Organismes des obligations et engagements définis dans le présent Contrat, la FISA leur octroie par la présente, pendant la Durée de validité :

(a) le droit d'organiser et de monter l'Événement ; et

(b) les Droits commerciaux locaux pour l'exploitation dans le Territoire,

conformément aux dispositions du présent Contrat et sous réserve de celles-ci.

4.2 Les droits et obligations accordés et imposés aux Organismes au titre du présent Contrat seront soumis aux Réglementations. Chacune des Parties s'engage à n'entreprendre aucune action en vertu du présent Contrat qui soit incompatible avec les Réglementations, et la FISA ne sera pas tenue responsable de tout manquement à fournir des Droits commerciaux locaux, suite au respect des Réglementations.

4.3 Sauf disposition contraire expressément stipulée dans le présent Contrat :

(a) Les charges et produits seront ventilés conformément aux dispositions de l'Annexe 2 ; et

(b) Toute dépense encourue par une quelconque Partie dans le cadre de l'exécution de ses obligations contractuelles et son exploitation des Droits commerciaux sera uniquement pour le compte de la Partie qui s'expose à cette dépense ou ce coût.

4.4 Chaque Partie sera responsable du paiement de toutes Taxes imposées par toute autorité fiscale, sur ou en liaison à tous montants qu'elle a reçus ou doit recevoir au titre des présentes.

4.5 Toutes les sommes énoncées à l'Annexe 2 s'entendent hors taxe sur les ventes ou autre taxe applicable, qui sera payée en sus par les Organismes.

4.6 Tous les paiements que les Organismes doivent effectuer conformément au présent Contrat seront effectués par eux, sans compensation, déduction ou retenue d'une quelconque nature. Si une déduction ou retenue pour ou pour le compte d'une Taxe sur un quelconque paiement contractuel doit, en application de la loi, être opérée par les Organismes, ce paiement sera majoré d'un montant, qui (une fois cette déduction ou retenue effectuée) laisse un montant égal au paiement qui aurait été dû si cette déduction ou retenue n'avait pas été exigée.

4.7 La FISA sera habilitée à compenser toute dette de l'Organisme envers la FISA contre une dette de la FISA envers l'Organisme. Tout exercice par la FISA de ses droits en vertu du présent Article ne limitera pas ou n'affectera pas tous autres droits ou recours dont elle peut se prévaloir au titre du présent Contrat ou autrement.

5 DROITS COMMERCIAUX

(A) Droits commerciaux locaux

5.1 Les Organismes reconnaissent par la présente que tous les Droits commerciaux en liaison à l'Événement sont la propriété exclusive de la FISA.

5.2 Afin de permettre aux Organismes de lever un financement supplémentaire pour l'organisation de l'Événement, et sous réserve des exclusions et conditions stipulées ci-dessous, la FISA autorise par la présente les Organismes à exploiter certains des Droits commerciaux (tels que décrits dans le « Manuel Marketing pour le Championnat du Monde d'aviron Junior » que les Organismes ont reconnu avoir lu et compris et qui est joint au présent Contrat en Annexe 9) dans le cadre de l'Événement, en leur propre nom et pour leur propre compte, et à conserver les recettes en découlant. Aux fins du présent Contrat, les Droits commerciaux que les Organismes seront autorisés par la FISA à exploiter seront appelés les Droits commerciaux locaux.

Cette autorisation est accordée aux conditions suivantes :

- a. L'octroi des Droits commerciaux locaux dans le cadre de l'Événement sera basé sur un concept marketing cohérent, compatible avec le standing d'un Championnat du monde d'aviron Junior de la FISA. Ce concept sera soumis à l'approbation préalable de la FISA.
- b. Tous les droits commerciaux locaux qui sont accordés dans le cadre de l'Événement seront strictement conformes aux règles de la FISA et en particulier au règlement additionnel de la « Règle 50 des Règles de course », ou de toute autre règle applicable dans le cadre de la publicité.
- c. Les Organismes soumettront à l'approbation préalable de la FISA le contenu de toute proposition ferme qu'ils envisagent de présenter à de potentiels Partenaires commerciaux locaux, et identifieront les sociétés qu'ils prévoient de contacter ; la FISA ne pouvant refuser ou repousser son approbation sans motif raisonnable.
- d. Les Organismes concluront un Contrat local avec chaque Partenaire commercial local. Le Contrat local sera sous forme d'un modèle standard, à fournir par la FISA et sera rédigé en anglais (bien que les Organismes puissent le faire traduire dans leur langue locale à leurs propres frais). Les Organismes soumettront la version finale (en anglais) de chaque Contrat local à l'autorisation écrite préalable de la FISA (qui pourra être repoussée ou accordée sous conditions, à la discrétion absolue de la FISA) avant sa signature. Par souci de clarté, les Organismes ne concluront pas un quelconque contrat avec un Partenaire commercial local sans l'autorisation écrite préalable par la FISA de sa forme finale. En cas d'incohérence entre les termes de tout Contrat local et le présent Contrat, ce dernier (entre les Organismes et la FISA) prévaudra.

e. Le design, les dimensions, les spécifications de production et le positionnement de tous les droits de signalisation, marque ou autres droits publicitaires, qui doivent être (ou ont le potentiel d'être) télévisés sont soumis à l'accord écrit préalable de la FISA.

f. Tous les coûts associés à la signalisation, marque et/ou publicité dans le cadre de l'octroi des Droits commerciaux locaux seront à la seule charge des Organismes qui peuvent, à leur entière discrétion, refacturer les montants correspondants aux Partenaires commerciaux locaux.

g. Aucune activité professionnelle d'un Partenaire commercial local ne s'inscrira dans une quelconque des Catégories de sponsors exclus.

h. L'inclusion de panneaux publicitaires et d'autres opportunités de branding (par exemple sur des supports imprimés et en ligne) pour les Partenaires de la FISA, si la FISA le demande et le décide.

5.3 Par souci de clarté, les Droits commerciaux retenus (tels que définis dans les présentes) sont spécifiquement exclus des Droits commerciaux locaux qui doivent être accordés aux Organismes. Sont inclus dans les Droits commerciaux retenus les droits de merchandising et de concession de licence, qui sont traités séparément ci-dessous :

a. Les droits de merchandising et de concession de licence et le programme pour l'Événement sont inclus dans les Droits commerciaux retenus et sont donc spécifiquement exclus des Droits commerciaux à accorder aux Organismes. Ces droits resteront dans leur intégralité sous le contrôle de la FISA pour sa propre exploitation.

b. Les Organismes s'abstiendront de concevoir, produire ou vendre, ou d'autoriser que d'autres personnes conçoivent, produisent ou vendent des marchandises ou autres articles cadeaux qui intègrent la (les) Marque(s) de la FISA et/ou la Marque de l'Événement, ou qui sont autrement liés à l'Événement, ou destinés à être similaires dans leur conception, libellé et apparence, de telle sorte que (du seul avis de la FISA) l'opinion publique puisse être perplexe et se demander s'ils y sont associés.

c. Afin que la FISA puisse exploiter (ou nommer d'autres personnes comme Licenciés officiels pour exploiter pour et pour son compte), lesdits droits de merchandising et de concession de licence dans leur pleine mesure, la FISA bénéficiera d'emplacements de choix au moins dans la zone des athlètes, la(les) zone(s) des spectateurs et/ou la zone d'exposition pour l'installation de ses tentes de vente au détail World Rowing pendant la durée de l'Événement. Les dimensions de ces tentes seront (environ) de 12 m x 8 m (pour la zone des spectateurs) et de 10 m x 10 m pour la zone des athlètes) et un espace de stationnement sera également requis, plus l'alimentation électrique connectée du premier au dernier jour de l'Événement. L'emplacement et tous les autres détails seront convenus lors d'une visite de terrain, sur le Site.

d. Les Organismes achèteront tous leurs articles premium portant le nom et/ou le logo officiel du Championnat (tels que T-shirts, casquettes, pins, mascotte (si approuvée par la FISA), cadeaux et, sauf disposition contraire spécifiquement convenue par la FISA, toute tenue vestimentaire pour les officiels et les bénévoles, etc.) auprès du Licencié officiel nommé par la FISA. Si la FISA accepte par écrit que les Organismes peuvent s'approvisionner auprès d'un fournisseur autre que le Licencié de la FISA pour les vêtements (uniquement) destinés aux officiels et aux bénévoles, les Organismes s'engagent à faire en sorte que leur fournisseur respecte les exigences de la FISA en termes de royalties, responsabilité environnementale et éthique pour l'approvisionnement, la production, le design, l'utilisation du logo de l'Événement et la qualité des produits.

e. La FISA s'engage à partager à parts égales avec les Organismes les royalties qu'elle reçoit de la vente par son (ses) Licencié(s) de toutes les marchandises officielles portant le nom et/ou le logo de l'Événement.

(B) Droits d'hospitalité

Les Organismes reconnaissent et conviennent par la présente que :

5.4 Tous les Droits d'hospitalité (tels que définis dans les présentes) dans le cadre de l'Événement sont la propriété exclusive de la FISA.

5.5 Cependant la FISA confirme qu'elle serait disposée à autoriser les Organismes à exploiter les Droits d'hospitalité à leurs propres frais et pour leur propre bénéfice, à la stricte condition que la FISA conserve le droit d'approuver au préalable le Traiteur officiel, le concept, la stratégie et le budget proposés par les Organismes, et qu'elle ait le droit de recevoir à titre gracieux un nombre raisonnable de passes par jour (ce nombre devant être mutuellement convenu de bonne foi entre les Parties) permettant d'accéder à ces lieux et d'en bénéficier.

5.6 Les Organismes seront uniquement responsables des coûts et résultats financiers de l'Espace de réception et seront habilités à conserver toutes les recettes en découlant pour leur propre compte. Par souci de clarté, la FISA ne sera en aucune circonstance responsable envers les Organismes dans le cadre du droit contractuel ou préjudiciel ou autre, de toute perte indirecte, spéciale, économique ou consécutive (incluant et de manière non limitative, la perte de profits anticipés), qui pourra être subie par les Organismes en liaison à l'Espace de réception et son exploitation en particulier et au présent Contrat en général, résultant ou non de tout acte de négligence ou d'une défaillance de la part de la FISA.

(C) Droits de diffusion

5.7 Les Organismes reconnaissent et conviennent par la présente que :

a. Tous les Droits de diffusion (tels que définis dans les présentes) dans le cadre de l'Événement sont inclus dans les Droits commerciaux retenus et sont ainsi exclus des Droits commerciaux locaux qui doivent être accordés aux Organismes.

b. Cependant, afin de permettre aux Organismes de fournir un signal de streaming en live pour l'Événement, et sous réserve des exclusions et conditions stipulées ci-dessous, la FISA autorise par la présente les Organismes à exploiter certains des Droits de diffusion et oblige par la présente les Organismes à fournir une Production hôte ayant au moins le niveau minimum prescrit par la FISA comme étant adéquat aux fins du streaming en live par Internet à destination d'un public en ligne. La FISA communiquera ses directives concernant le niveau de la Production hôte et devra recevoir et approuver la stratégie des Organismes, accompagnée d'un plan et d'un budget de production, reprenant les exigences suivantes :

a. Une Production hôte pourrait être fournie par un diffuseur national ou via une société de production privée (y compris World Rowing Productions) ;

b. Le graphisme TV de la FISA doit être utilisé ; la FISA peut offrir une solution package graphique à bas coût, pour un championnat junior, de la part de son prestataire de chronométrage et services de données.

c. Tous les coûts liés à la Production hôte et au graphisme TV sont de la responsabilité des Organismes et ceux-ci sont tenus de retenir, dans le Budget de l'Événement, le montant total de tous ces coûts et de les payer. Les Organismes devraient s'assurer qu'ils ont comparé plusieurs devis de production et ont reçu l'autorisation écrite préalable de la FISA avant de s'engager avec une Production hôte.

d. La société de Production hôte doit être complètement informée des droits et exigences de la FISA en matière de production et distribution de la Production hôte et doit s'engager à délivrer au moins le standard minimum, tel qu'il sera prescrit par la FISA. La FISA s'engage à conseiller et consulter les Organismes en ce qui concerne tous les aspects de la Production hôte.

e. La FISA conserve le droit de distribuer la Production hôte dans le but de la proposer en streaming en live sur ses propres plateformes numériques (y compris actuellement www.worldrowing.com) et d'accorder les droits de streaming en live à certains de ses Partenaires de diffusion. La FISA s'engage à consulter les Organismes sur ses plans pour la distribution de la Production hôte.

5.8 Les Organisateurs s'engagent à :

(a) apporter à la FISA, au Diffuseur hôte et (si nécessaire) aux Partenaires de diffusion de la FISA leur total soutien dans la mesure nécessaire pour produire et distribuer la meilleure Couverture possible de l'Événement ;

(b) transmettre à la FISA toute demande de tiers concernant la Couverture de l'Événement, et particulièrement toute requête d'accès pour les équipes TV ou radio.

(c) garantir qu'il n'existe pas d'accords ou arrangements (par exemple, avec le propriétaire du Site) ; de règles ou réglementations nationales ou locales ; ou d'autres obstacles de nature juridique ou physique dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il empêche ou prévienne l'exploitation illimitée et exclusive des Droits de diffusion par le Diffuseur hôte ou, si ces accords, arrangements ou obstacles existent, qu'ils ont été dûment et expressément divulgués et identifiés dans le cadre de la procédure d'appel d'offres (par ex., dispositions juridiques accordant un accès obligatoire et non restreint aux médias électroniques) ;

Fournir les lieux ou salles nécessaires, les installations (qui comprendront, sans limitation, une connexion Internet dédiée et ininterrompue, avec des capacités suffisantes selon ce qui est déterminé par la FISA) et les conditions pour loger l'équipement et le personnel utilisé par le Diffuseur hôte pour produire, éditer ou distribuer la Couverture de l'Événement ;

(d) accorder au Diffuseur hôte et (s'il y est tenu) aux Partenaires de diffusion de la FISA un accès au Site, afin de leur permettre d'exécuter leurs obligations dans le cadre de l'exercice des Droits de diffusion sur le Site.

6 GARANTIES, DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS

6.1 Chaque Partie garantit, déclare et prend l'engagement envers chacune des autres Parties que :

(a) Elle a le plein droit, pouvoir et autorité de souscrire à ses obligations et de les exécuter en vertu du présent Contrat ;

(b) Son exécution du présent Contrat n'enfreindra pas tout autre accord ou obligation (incluant toute loi, réglementation, disposition de licence, tout ordre, jugement ou décret) par lequel elle est tenue et son exécution ne sera pas compromise par lesdits accords ou obligations, ni par un quelconque différend ou litige dans lequel elle, ou l'un des membres de son personnel, est impliquée ;

(c) Elle est une organisation dûment constituée et ayant une existence valide à tous égards, selon les lois de la juridiction de sa constitution, ayant le plein pouvoir et l'autorité de détenir ses actifs et de mener ses activités telles qu'elles sont actuellement menées et aucune action n'a été prise ou ne menace de l'être (que ce soit par elle ou par un tiers) pour ou en vue de sa liquidation, faillite ou procédure analogue ;

(d) L'exécution du présent Contrat a été valablement autorisée et les obligations exprimées comme étant assumées par elle en vertu du présent Contrat constituent ses obligations juridiques, valables et exécutoires, qui lui sont opposables conformément à ses termes ;

(e) Ni l'exécution et la livraison par ses soins du présent Contrat, ni l'exécution ou le respect de l'une de ses obligations en vertu du présent Contrat ne causent ou ne causeront le dépassement d'une quelconque limitation de l'un de ses pouvoirs quelconques, quelle que soit la manière dont ils sont imposés, ou du droit ou de la capacité des directeurs à exercer ces pouvoirs ; et

(f) Aucun litige ou procédure administrative ou d'arbitrage devant tout tribunal, autorité judiciaire, administrative ou gouvernementale, arbitre(s) ou autre instance n'a lieu, n'est en instance ou ne menace de l'être contre elle ou contre l'un de ses actifs, qui serait susceptible d'avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses actifs, sa situation ou ses opérations dans leur ensemble, ou pourrait impacter négativement sa capacité à exécuter et respecter toutes ses obligations en vertu du présent Contrat.

6.2 Chacun des Organismes et le Comité d'organisation conjointement et solidairement garantissent, déclarent et prennent l'engagement envers la FISA que :

- (a) Toutes les réponses, déclarations et observations faites au cours de la procédure de candidature étaient et continueront à être sincères et exactes ;
- (b) Ils respecteront tous engagements souscrits au cours de ladite procédure, et dans les Documents annexes, étant entendu que lesdites réponses, déclarations et observations et lesdits engagements forment la base de leur nomination ;
- (c) Ils organiseront l'Événement en stricte conformité avec les termes et conditions du présent Contrat et des Réglementations de la FISA ;
- (d) Ils monteront l'Événement pendant la Période de l'Événement, ou à toutes autres dates que les Parties pourront convenir ;
- (e) Ils mettront à disposition une équipe expérimentée chargée de la gestion de l'Événement, dont la composition sera soumise à l'approbation de la FISA, et qui assurera la liaison avec la FISA sur tous les aspects commerciaux et techniques de l'Événement ; et
- (f) Ils ont consulté et coopéré pleinement avec toutes les autorités et agences environnementales concernées, et avec les communautés dans lesquelles l'Événement aura lieu, et ils ont reçu leur approbation confirmée d'accueillir l'Événement.

6.3 Les Organismes reconnaissent et conviennent que les Documents annexes ont juridiquement force obligatoire, sont intégrés dans le présent Contrat dans la mesure nécessaire et qu'ils respecteront les clauses et conditions de ces Documents.

6.4 La FISA garantit, déclare ce qui suit et s'engage à :

- (a) Agir envers les Organismes de manière consciencieuse et de bonne foi, et consulter régulièrement les Organismes ;
- (b) Répondre rapidement à toute demande des Organismes concernant l'Événement ; et
- (c) Traiter rapidement toutes les demandes d'approbation de la part des Organismes, conformément à la Procédure d'approbation.

7 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

7.1 La Marque de l'Événement est exposée à l'Annexe B et se compose des éléments suivants :

- (a) le Titre officiel ;
- (b) le nom du Site de l'Événement ; et
- (c) une Création graphique locale.

7.2 Les Organismes reconnaissent et conviennent que la FISA détiendra tous les Droits de propriété intellectuelle sur l'Événement (y compris la Création graphique locale) et fera en sorte que la décision finale concernant la Création graphique locale soit incluse dans la Marque de l'Événement. Si, après la procédure de consultation visée au paragraphe (c) ci-dessus, la FISA choisit d'utiliser ou d'adapter une marque ou un design existant, recommandé par les Organismes, ces derniers fourniront, sans frais pour la FISA, toute l'aide nécessaire afin d'obtenir l'attribution à la FISA d'un quelconque et tous les Droits de propriété intellectuelle se rapportant à la Création graphique locale qui sont, à tout moment, détenus par un ou des tiers.

7.3 La FISA concède aux Organismes une licence non exclusive d'utiliser les Marques de la FISA ainsi que la Marque de l'Événement :

(a) dans les Matériels promotionnels des Organismes ; et

(b) dans la mesure où cela est nécessaire ou raisonnablement souhaitable pour l'exécution des obligations des Organismes aux termes du présent Contrat.

7.4 Les Organismes n'utiliseront que la Marque de l'Événement dans tous les Matériels promotionnels et ne développeront pas un quelconque autre nom ou logo, associé d'une quelconque manière à l'Événement.

7.5 A chaque fois que les Organismes utilisent ou affichent la Marque de l'Événement, toute Marque de la FISA et/ou marque commerciale, de tout Partenaire commercial de la FISA conformément au présent Contrat, ils utiliseront le symbole « TM » pour indiquer que cette marque est une marque commerciale et/ou le symbole « ® » pour indiquer que cette marque commerciale est déposée (dans la mesure indiquée par la FISA).

7.6 Si une Partie a connaissance de toute infraction, menace d'infraction ou infraction éventuelle, dilution, opération de contrefaçon ou tout « passing off » (tromperie commerciale) en droit commun (common law) en liaison aux Droits de propriété intellectuelle de toute autre Partie ou de l'un de ses licenciés, elle devra rapidement en informer cette autre Partie et coopérer avec elle en entreprenant toute action que l'autre pourra raisonnablement demander, afin de protéger ces marques déposées contre cette infraction (à condition qu'elle soit indemnisée par l'autre Partie des coûts raisonnablement encourus dans le cadre de cette action).

7.7 Aucune licence de marques de commerce concédée en vertu du présent Contrat ne sera interprétée comme un transfert de titre. Un quelconque et tous les droits dans toutes marques déposées de la FISA utilisées en vertu du présent Contrat prendront effet au bénéfice de la FISA et en seront sa propriété exclusive. Les Organismes ne déposeront pas une quelconque demande d'enregistrement ou de protection des marques de la FISA ou d'une œuvre similaire, ou n'utiliseront pas ces marques déposées à une fin quelconque autre que celles expressément permises au titre du présent Contrat.

7.8 Lors de l'expiration ou de la résiliation du présent Contrat pour un motif quelconque, les Organismes cesseront et abandonneront toute utilisation des marques de commerce détenues par la FISA ou ses licenciés, selon ce qui était permis en vertu du présent Contrat, et l'utilisation de toute imitation colorable, variation ou adaptation desdites marques. Les Organismes reconnaissent par la présente que toute poursuite non autorisée de l'utilisation de ces marques déposées de la FISA après l'expiration ou la résiliation du présent Contrat causera un préjudice irréparable à la FISA et que celle-ci sera habilitée à obtenir une mise en redressement immédiate par voie d'injonction, afin d'interdire toute poursuite non autorisée de l'utilisation ou toute contrefaçon de ses marques déposées.

7.9 Les Organismes accordent à la FISA et/ou feront en sorte d'octroyer à la FISA une licence non exclusive, exempte de royalties et valable dans le monde entier, d'utiliser tous les Droits de propriété intellectuelle dans toute Œuvre, dans la mesure nécessaire pour permettre à la FISA de jouir ou d'exploiter les Droits commerciaux à la fois pendant et après la Durée de validité.

8 RÉSILIATION ET RECOURS

8.1 Les Organismes peuvent (mais uniquement en agissant ensemble) mettre fin au présent Contrat avec effet immédiat en donnant un préavis écrit à la FISA :

(a) Si la FISA commet une violation substantielle du présent Contrat et qu'elle manque à son obligation d'y remédier, si cette violation peut être corrigée, dans les trente (30) jours à compter de la réception d'un avis écrit de la part des Organismes (agissant ensemble) lui demandant de le faire ;

(b) Si la FISA entre en liquidation ou dissolution, autrement que dans le but d'une fusion ou d'une restructuration, sauf dans les circonstances approuvées par les Organismes ;

(c) Si la FISA cesse d'exercer ses activités ou qu'un liquidateur ou un administrateur judiciaire est désigné sur la totalité ou toute partie de ses actifs ou ses engagements, conclut un compromis ou un arrangement avec ses créanciers, ou prend ou subit toute mesure similaire en conséquence d'une dette ou autre passif ;

(d) Si la FISA subit tout événement similaire à l'une des situations précédentes, dans toute juridiction ;

(e) Conformément à tout autre droit de résiliation explicite accordé dans le présent Contrat.

8.2 La FISA peut mettre fin au présent Contrat avec effet immédiat en donnant un préavis écrit aux Organismes :

(a) Si les Organismes (ou l'un d'entre eux) commettent une violation substantielle du présent Contrat et qu'ils manquent à leur obligation d'y remédier, si cette violation peut être corrigée, dans les trente (30) jours (ou tout délai inférieur que la FISA peut stipuler, si elle pense que les circonstances l'exigent) à compter de la réception d'un avis écrit de la part de la FISA leur demandant de le faire ;

(b) Si les Organismes (ou l'un d'entre eux) commettent une violation persistante (telle que déterminée de l'avis raisonnable de la FISA) de toute obligation au titre du présent Contrat ;

(c) Conformément à l'Article 12 ;

(d) Une des garanties, déclarations et un des engagements donnés par les Organismes s'avèrent faux ou imprécis, ou ne sont pas respectés ou ne sont pas mis en vigueur par ou pour le compte des Organismes ;

(e) Il existe des actions ou omissions réelles ou des menaces d'actions ou omissions, des remarques ou déclarations (qu'elles soient publiées ou non) que les Organismes (ou l'un d'entre eux) font ou permettent de faire, qui, de l'avis de la FISA, sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur la valeur, l'image de marque, le goodwill ou la notoriété de la FISA, de l'Événement, des Organismes, ou de porter autrement préjudice à l'aviron en tant que sport (ou toute partie ou tout aspect de l'aviron) d'une quelconque manière ;

(f) Si les Organismes manquent à leur obligation de faire tout paiement qu'ils doivent effectuer à la FISA en vertu du présent Contrat, dans son intégralité, dans les quinze (15) jours après la Date d'exigibilité dudit paiement ;

(g) S'il y a tout changement de propriété ou de contrôle direct ou indirect de l'un des Organismes ;

(h) Si le Territoire ou toute partie du Territoire est, à tout moment dans les six (6) mois précédant le début de la Période de l'Événement, dans un état de guerre, troubles civils, boycott, ou si des sanctions économiques ou autres lui ont été imposées par la communauté internationale, ou si la FISA a des motifs raisonnables de croire que la sécurité des participants à l'Événement serait gravement menacée ou compromise ;

(i) Si la FISA estime raisonnablement à sa seule discrétion que les Organismes ne seront pas capables d'organiser, promouvoir ou accueillir l'Événement conformément au présent Contrat (que

ce soit suite à un cas de force majeure ou autrement) et si la situation peut être corrigée, mais qu'ils manquent à leur obligation d'y remédier dans les trente (30) jours à compter de la réception d'un avis écrit de la FISA leur demandant de le faire ;

(j) Si l'un des Organismes entre en liquidation ou dissolution, autrement que dans le but d'une fusion ou d'une restructuration, sauf dans les circonstances approuvées par la FISA ;

(k) Si l'un des Organismes cesse d'exercer ses activités ou qu'un liquidateur ou un administrateur judiciaire est désigné sur la totalité ou toute partie de ses actifs ou ses engagements, conclut un compromis ou un arrangement avec ses créanciers, ou prend ou subit toute mesure similaire en conséquence d'une dette ou autre passif ; et

(l) Si l'un des Organismes subit tout événement similaire à l'une des situations précédentes, dans toute juridiction,

8.3 Si les circonstances donnant lieu au droit de résiliation pour la FISA consistent en un manquement par les Organismes à leurs obligations ou engagements, auquel la FISA peut remédier en agissant elle-même ou par l'intermédiaire d'un (ou de) tiers à la place des Organismes, la FISA aura le droit, à sa seule discrétion de ne pas résilier le présent Contrat et de réparer ou faire réparer ainsi ce manquement. Dans ce cas, les Organismes seront responsables des éventuels frais encourus par la FISA sur la base d'une indemnisation et les autres dispositions de l'Article 8.4 s'appliqueront.

8.4 Si les Organismes ne se conforment pas à l'une de leurs obligations ou à l'un de leurs devoirs contractuels, la FISA sera habilitée (sans préjudice de tout autre droit ou recours dont elle pourra se prévaloir eu égard à cette violation) à :

(a) demander à l'Organisme d'effectuer un paiement de 15.000 €, eu égard à chaque violation ; et

(b) exécuter ces obligations ou devoirs à la place des Organismes, et les Organismes garantiront la FISA (et ses mandataires) contre toutes responsabilités, tous frais, dépenses, dommages et pertes (y compris les frais et dépenses professionnels raisonnables) subis ou encourus par la FISA en conséquence de cette action.

8.5 Si le présent Contrat est résilié soit par les Organismes, soit par la FISA conformément à cet Article 8 :

i. Cette résiliation sera sans préjudice de tous autres droits ou recours dont soit les Organismes, soit la FISA pourront se prévaloir au titre du présent Contrat, ou devant la loi, suite à ou en liaison à toute violation ou tout événement donnant lieu à cette résiliation et elle n'affectera pas les autres droits ou responsabilités cumulés soit des Organismes, soit de la FISA, à la date de la résiliation ;

ii. Cette résiliation sera sans préjudice de tout droit ou obligation en vertu du présent Contrat, qui est réputé être en vigueur, subsister ou se poursuivre après la fin de la Durée de validité ;

iii. Une quelconque et toutes les licences et tous autres droits accordés par une des Parties à l'autre, en liaison à ses marques déposées et/ou l'un des Droits commerciaux prendront immédiatement fin, et chaque Partie cessera immédiatement d'utiliser et/ou d'exploiter les marques déposées ou les Droits commerciaux de l'autre et tous droits qui y sont associés ;

iv. La FISA sera habilitée à nommer immédiatement un ou plusieurs tiers pour accueillir et/ou promouvoir un Événement de remplacement, qui sera tenu ailleurs dans le monde, aux conditions qu'elle jugera appropriées, à sa seule discrétion ;

v. Les Organismes prendront immédiatement des mesures pour livrer à la FISA, ou (au choix de la FISA) pour faire détruire tous les matériels liés à l'Événement (incluant les Matériels promotionnels) se trouvant en la possession ou sous le contrôle des Organismes (ou de l'un de leurs Affiliés, agents ou licenciés respectifs) et apporteront à la FISA des preuves raisonnables de cette destruction, si la FISA leur en donne l'ordre ;

vi. Chaque Partie cessera immédiatement de faire de la publicité ou de faire autrement référence à l'Événement qui se tient sur le Site ; et

vii. Sauf en cas de résiliation valable par les Organismes conformément à l'Article 8.1, les Organismes conviennent qu'ils renonceront à toute réclamation de toute nature ou étendue pour obtenir toute forme d'indemnisation, de dommages et intérêts ou autre compensation et ils s'engagent par la présente à garantir la FISA et à la dégager de toute responsabilité au regard de des plaintes, actions ou jugements éventuels de tiers concernant cette résiliation. Il est de la responsabilité des Organismes d'informer tous les tiers avec lesquels ils concluent des contrats dans le cadre de l'Événement du contenu de cet Article 8.5 (vii).

9 INDEMNISATIONS

9.1 Les Organismes indemniseront la FISA contre toutes responsabilités, tous frais, dépenses, dommages et pertes (y compris les frais et dépenses professionnels raisonnables) subis ou encourus par la FISA résultant de ou liés à :

(a) toute violation de leurs Obligations techniques et logistiques, Obligations commerciales ou garanties contenues à l'Article 6 ou ailleurs dans le présent Contrat ;

(b) toute réclamation faite contre la FISA au motif d'une infraction réelle ou supposée des Droits de propriété intellectuelle d'un tiers, découlant de ou en liaison à l'utilisation par la FISA de toute Création graphique locale ou des Œuvres créées et/ou commandés par les Organismes (ou l'un d'entre eux) ;

(c) toute réclamation faite contre la FISA par un tiers, résultant de ou liée à l'un ou l'une des obligations, services, équipements ou responsabilités des Organismes en vertu du présent Contrat, dans la mesure où cette réclamation résulte de la violation, de la négligence ou du manquement ou retard dans l'exécution du présent Contrat par les Organismes, leurs employés, agents ou sous-traitants respectifs ; et

(d) toute réclamation faite contre la FISA par un tiers, au motif d'un décès, d'une blessure corporelle ou d'un dommage aux biens résultant de ou lié à des produits, équipements, infrastructures ou installations du Site défectueux, dans la mesure où ce défaut est attribuable à l'action ou l'omission négligente ou illicite ou à la faute volontaire des Organismes, leurs employés, agents ou sous-traitants respectifs.

Aux fins du présent Article 9.1, les références à la FISA incluront les employés de la FISA, les membres élus du Conseil et de la Commission, les consultants, contractants et/ou agents.

9.2 La FISA indemniserà les Organismes contre toutes responsabilités, tous frais, dépenses, dommages et pertes (y compris les frais et dépenses professionnels raisonnables) subis ou encourus par les Organismes résultant de ou liés à toute réclamation faite contre les Organismes au motif d'une infraction réelle ou supposée des Droits de propriété intellectuelle d'un tiers, découlant de ou en liaison à l'utilisation par les Organismes de toute Marque de la FISA conformément au présent Contrat.

9.3 Si un tiers dépose une réclamation ou notifie son intention de le faire contre toute Partie (la « **Partie indemnisée** ») qui peut être raisonnablement considérée comme étant susceptible de donner lieu à une responsabilité, au titre des indemnités données par l'autre Partie ou les Parties (la « **Partie qui indemnise** ») conformément au présent Contrat (la « **Réclamation** »), la Partie indemnisée devra :

- (a) dès que cela est raisonnablement faisable, donner un avis écrit de la Réclamation à la Partie qui indemnise, précisant la nature de la Réclamation de manière raisonnablement détaillée ;
- (b) ne pas admettre de responsabilité, ne pas conclure d'accord ou de compromis en liaison à la Réclamation, sans l'accord écrit préalable de la Partie qui indemnise (ledit accord ne devant pas être conditionné, refusé ou repoussé sans motif raisonnable), à condition que la Partie indemnisée puisse régler la Réclamation (dans la mesure légalement possible) à la Partie qui indemnise, mais sans obtenir l'accord de la Partie qui indemnise, si la Partie indemnisée estime raisonnablement que le manquement à régler la Réclamation serait préjudiciable à tout égard important ; et
- (c) prendre toute mesure que la Partie qui indemnise peut raisonnablement demander pour éviter, contester, faire un compromis ou défendre la Réclamation, sous réserve que la Partie qui indemnise doive indemniser la Partie indemnisée contre toute action, responsabilité, et tous coûts, dépenses, dommages ou pertes qu'elle peut encourir à la suite de cette action.

9.4 Aucune disposition contenue dans cet Article ne restreindra ou ne limitera l'obligation générale de la Partie indemnisée devant la loi de minimiser un dommage qu'elle peut encourir à la suite d'une affaire donnant lieu à une Réclamation.

10 ASSURANCE

Les Organismes reconnaissent que la FISA a centralisé certains accords d'assurance qui lui permettent d'obtenir la couverture d'assurance suivante, de manière centralisée :

10.1 Assurance responsabilité civile (Responsabilité de l'Événement)

La FISA s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile pour indemniser à la fois la FISA et les Organismes (cette couverture inclura la responsabilité supposée des officiels, bénévoles et autres personnes travaillant dans le cadre de l'Événement, avec tout sponsor de l'Événement, mais uniquement en agissant dans le cadre de l'Événement) au titre de leur responsabilité résultant de l'Événement de payer des dommages et intérêts (y compris les coûts, frais et dépenses du plaignant) concernant :

- (i) les blessures corporelles subies par tout tiers
- (ii) la perte, la destruction de ou le dommage à tout bien de tiers, pour une Limite de responsabilité minimum de 10.000.000 d'euros (dix millions d'euros) pour chaque sinistre (« **Responsabilité de l'Événement** »). Des Limites de responsabilité supérieures seront obtenues si elles sont réputées nécessaires, en fonction du lieu de l'Événement, et autres facteurs de risque déterminés par les assureurs de la FISA.

Les Organismes seront responsables du paiement de la prime applicable pour leur propre couverture et du droit de timbre fédéral suisse (taxe sur les primes) à concurrence des Coûts plafonnés ; en conséquence, les Organismes payeront à la FISA dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une facture les frais applicables à l'extension de cette assurance de manière à couvrir l'Événement. La FISA remettra aux Organismes un exemplaire de la police indiquant la couverture mise en place pour les Organismes, pour leur compte.

Cette couverture indiquera le monde entier à la rubrique Limites territoriales et inclura les réclamations provenant des USA/du Canada.

- (iii) La couverture inclura aussi les réclamations résultant des blessures corporelles découlant des biens, articles, marchandises et aliments (y compris leurs contenants, l'emballage, l'étiquetage ou les instructions) non fabriqués par l'une ou l'autre des Parties et qui ne sont plus sous leur garde ou leur contrôle, qui ont été vendus ou fournis dans le cadre de l'Événement (« Responsabilité des produits »).

Nonobstant la clause 10.1.2 ci-dessous, la FISA accepte que les Organismes puissent considérer nécessaire ou souhaitable d'obtenir une assurance supplémentaire, incluant et de manière non limitative, l'assurance des erreurs et omissions, et l'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux. Dans ces circonstances, les Organismes écriront à la FISA pour indiquer le montant de l'assurance supplémentaire dont ils ont besoin, en confirmant qu'ils acceptent l'obligation de se conformer aux exigences de la FISA pour cette couverture. Sous réserve de l'approbation de la FISA (qui ne devra pas être refusée sans motif raisonnable), les Organismes seront autorisés à souscrire cette assurance supplémentaire à leurs propres frais et s'assureront que les intérêts de la FISA, des mandataires et des sponsors de la FISA figurent bien sur toute(s) police(s) additionnelle(s), selon ce qui sera approprié.

10.2 Assurance Responsabilité civile subsidiaire

- (i) Les Organismes acceptent l'obligation d'avoir en place et en temps utile (pas plus tard qu'un an avant la date de début de l'Événement) l'assurance nécessaire pour couvrir les conséquences financières propres des Organismes (sauf dans la mesure où elles résultent d'une faute délibérée et d'une violation grave ou d'une négligence des Organismes) dans le cas de l'annulation, de l'abandon, de l'ajournement, de l'interruption, de la réduction ou du transfert de l'Événement, pour tout motif échappant au contrôle de World Rowing ou des Organismes (« **Assurance Responsabilité civile subsidiaire** »). Les Organismes reconnaissent que toutes conséquences financières résultant du (par voie d'exemple et non nécessairement limitées au) manque de ventes de billets, manque de financement, défaillance financière des Organismes ou défaillance financière d'un fournisseur clé, ne seraient pas assurables au titre d'une police de Responsabilité civile subsidiaire.

- (ii) La FISA accepte que certaines exclusions puissent être appliquées à cette assurance qui peuvent ou ne peuvent pas être disponibles pour être souscrites à nouveau par le paiement d'une prime supplémentaire (par ex., terrorisme, maladie transmissible). Les Organismes seront responsables de leurs propres conséquences financières résultant de l'un de ces périls exclus, quelle que soit la disponibilité ou autre de cette couverture.

- (iii) La FISA mettra en vigueur l'Assurance Responsabilité civile subsidiaire en ce qui concerne ses propres conséquences financières. À la demande des Organismes, cette assurance pourra être étendue de manière à inclure les conséquences financières des Organismes visées en (i) ci-dessus, sous réserve de remplir le formulaire de demande applicable et de payer la prime et la Taxe sur les assurances, par le biais du droit de timbre fédéral suisse) concernant l'intérêt des Organismes.

- (iv) Les Organismes indemniseront la FISA (et les mandataires de la FISA) et la tiendront à l'écart de toute conséquence financière non couverte par l'Assurance Responsabilité civile subsidiaire et/ou survenant en raison de causes dans le contrôle des Organismes. Cela inclura, sans y être limité, le manque de ventes de billets, le manque de financement, la défaillance financière, la défaillance des Organismes ou la défaillance financière d'un fournisseur clé.

10.3 Responsabilité des employeurs ou Assurance contre les accidents du travail

Les Organismes acceptent l'obligation d'avoir en place et en temps utile l'assurance nécessaire (Responsabilité des employeurs ou Assurance contre les accidents du travail) pour couvrir leurs obligations légales envers les employés, tout en exécutant leurs devoirs liés à l'Événement, conformément aux exigences réglementaires locales correspondantes concernant les employés. Cette couverture devrait englober les bénévoles et autres personnes travaillant pour le compte des Organismes, quelle que soit l'absence de paiement pour les services fournis.

11 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

11.1 Aucune disposition dans le présent Contrat n'exclura ou ne limitera la responsabilité de la FISA en cas de :

- (a) décès ou blessure corporelle causé par sa négligence, ou la négligence de ses employés, agents ou sous-traitants (s'il y a lieu) ;
- (b) fraude ou fausse déclaration frauduleuse ; ou
- (c) toute affaire pour laquelle il serait illégal pour la FISA d'exclure ou de limiter la responsabilité.

11.2 Sous réserve de la clause 11.1 :

- (a) La FISA ne sera pas responsable envers les Organismes (ou l'un d'entre eux), que ce soit en matière de contrat, délit (y compris la négligence), violation d'une obligation réglementaire ou autrement, de toute perte de bénéfice ou perte indirecte ou consécutive résultant du présent Contrat ou associée à celui-ci ; et
- (b) La responsabilité totale de la FISA envers les Organismes en ce qui concerne toutes les autres pertes résultant du présent Contrat ou associée à celui-ci, que ce soit en matière de contrat, délit (y compris la négligence), violation d'une obligation réglementaire ou autrement, ne dépassera pas un montant égal à 80% des frais pour l'Accueil de l'Événement et les Droits commerciaux locaux, reçus par la FISA à la date à laquelle la perte en question s'est produite.

11.3 Les limitations énoncées ci-dessus dans cette clause 11.3 s'appliqueront dans la plus grande mesure permise par la loi, et en particulier par les Articles 100 I et 101 II CO du Code suisse des Obligations, et lesdites limitations seront interprétées et, si nécessaire, amendées et complétées en conséquence.

12 FORCE MAJEURE

12.1 Si, en raison de toute action, tout événement, toute omission, toute cause ou circonstance quelconque échappant à son (leur) contrôle raisonnable, soit la FISA, soit les Organismes est/sont empêché(e)s de ou retardé(e)s pour exécuter l'une de ses/leurs obligations au titre des présentes, ce retard ou cette non-exécution ne sera pas réputé être une violation du présent Contrat, et aucune perte ou aucun préjudice ne sera invoqué par l'autre Partie pour ce motif.

12.2 Nonobstant les dispositions précédentes, si les Organismes sont empêchés de ou retardés pour exécuter l'une de leurs obligations au titre des présentes en raison d'un éventuel cas de Force majeure, pendant une durée de plus de trois (3) mois, ou pendant une durée de plus d'une (1) semaine pendant la période de trois (3) mois précédant immédiatement la Période de l'Événement, la FISA sera habilitée à mettre fin au présent Contrat avec effet immédiat, sans pénalité ni responsabilité pour elle.

13 CONFIDENTIALITÉ

13.1 Ni les Organismes (d'une part) ni la FISA (d'autre part) ne feront une quelconque annonce publique concernant le présent Contrat, avant que ladite annonce n'ait été approuvée par écrit par l'autre.

13.2 Sauf les dispositions visées par la clause 13.3, chaque Partie doit (et doit faire en sorte que ses mandataires doivent) préserver la confidentialité de toutes Informations confidentielles de l'autre Partie et ne pas les divulguer à autrui.

13.3 Une Partie peut divulguer ou autoriser la divulgation d'Informations confidentielles de l'autre Partie :

- (a) à ses cadres dirigeants, employés, conseils juridiques ou autres conseillers professionnels ou auditeurs, dans la mesure nécessaire pour leur permettre d'exercer ou de faire en sorte que soient exercés ou pour appliquer un quelconque de ses droits ou obligations contractuels ;
- (b) à l'un de ses cessionnaires autorisés ;
- (c) si elle est tenue de le faire :
 - (i) en application de la loi ;
 - (ii) par ou conformément aux règles ou à tout ordre de toute cour, tout tribunal ou agence dont la compétence de juridiction est reconnue ;
 - (iii) par toute instance boursière, ou réglementaire ou gouvernementale dont la compétence de juridiction est reconnue, à laquelle elle se soumet, et ce, que toute directive de la part de cette instance ait force de loi ou non ;
- (d) dans la mesure où les Informations confidentielles sont devenues disponibles ou généralement connues du grand public au moment de leur divulgation, autrement qu'en conséquence d'une violation de la présente clause ; ou
- (e) si cette divulgation est expressément autorisée par une autre disposition du présent Contrat, ou si la Partie qui possède ces Informations confidentielles a donné son autorisation écrite préalable à la divulgation.

13.4 Les obligations énoncées dans le présent Article 13 continueront à s'appliquer après l'expiration ou la résiliation anticipée du présent Contrat, sans limite dans le temps.

14 CONFORMITÉ AUX LOIS

Les Organismes devront, à tous moments pendant la Durée de validité, se soumettre et se conformer pleinement à l'ensemble des lois, réglementations, codes de pratiques, directives, autorités, législation et autres, en vigueur partout dans le Territoire, et se conformer spécifiquement à toutes les lois ou réglementations de parrainage ou publicitaires en matière de lutte contre le tabac, l'alcool, la « junk food », les jeux et paris, ainsi qu'à toutes les lois et législations de santé et sécurité pertinentes.

15 CESSIION ET TRANSFERT

15.1 La FISA sera habilitée à tout moment à céder, obérer ou grever d'une charge, créer un trust ou traiter de toute autre manière le présent Contrat (en tout ou partie) ou tout droit, bénéfice, ou intérêt contractuel, ou à transférer ou confier en sous-traitance l'une de ses obligations contractuelles, comme elle le jugera approprié.

15.2 Sauf disposition exposée à la clause 15.3 ci-dessous, aucun des Organismes ne pourra céder, obérer ou grever d'une charge, créer un trust ou traiter de toute autre manière le présent Contrat (en tout ou partie) ou tout droit, bénéfice, ou intérêt contractuel, ou transférer ou confier en sous-traitance l'une de ses obligations contractuelles, sans l'accord écrit préalable de la FISA, lequel accord pourra être donné sous réserve des conditions que la FISA pourra exiger à sa discrétion.

15.3 Les Organismes pourront sous-traiter l'une de leurs obligations contractuelles à tout tiers, à condition que :

(a) Les services à fournir par ce tiers et l'identité de ce dernier aient été approuvés par écrit par la FISA ;

(b) Les Organismes restent principalement responsables de l'ensemble de leurs obligations contractuelles ; et

(c) que cette sous-traitance soit exécutée selon des termes qui prennent en compte les dispositions correspondantes du présent Contrat et ne sont en aucune manière en contradiction avec elles.

16 NOTIFICATIONS

16.1 Toute notification requise dans le cadre du présent Contrat sera faite par écrit, en anglais et signée par ou pour le compte de la Partie qui la remet (ou son mandataire) et sera remise en mains propres ou envoyée par courrier commercial. Elle pourra également être envoyée par e-mail aux adresses e-mail indiquées à la clause 16.2 (ou à toute autre adresse postale ou adresse e-mail susceptible d'être communiquée par la Partie destinataire à la Partie émettrice au moins dix (10) jours ouvrables auparavant. Si une notification est envoyée par e-mail, elle sera mise en pièce jointe, et l'original de cette notification sera envoyé à la Partie destinataire par courrier commercial.

16.2 Aux fins de la clause 16.1, les adresses et numéros des Parties sont :

(a) FISA:

Adresse : FISA, Av. De Rhodanie 54, 1007 Lausanne, Suisse
A l'attention de : Matt Smith, Directeur exécutif (ou son remplaçant selon ce qui peut être confirmé par la FISA)

E-mail : matt.smith@worldrowing.com

Copie à : Liz Scutter, Sport Manager

E-mail : liz.scutter@worldrowing.com

(b) Les Organismes

Adresse : __ COSMA, Siège Ligue Ile de France d'Aviron, Route de Torcy, 77360 VAIRES SUR MARNE

A l'attention de : __ Frédéric ANDOLFI

E-mail : __ frederic.andolfi@ffaviron.fr

Copie à : __ Jean-Pierre BREMER

E-mail : __ bremer.jean-pierre@orange.fr

16.3 Toute notification faite en vertu du présent Contrat sera, en l'absence d'une réception plus précoce, réputée avoir été reçue comme suit :

(a) si remise en mains propres, au moment de la remise effective ;

(b) si envoyée par courrier commercial, au moment de la signature de l'avis de réception du courrier ;

(c) si transmise par e-mail, quand la Partie destinataire, par un e-mail envoyé à l'adresse e-mail de la Partie émettrice indiquée au présent Article 16, reconnaît spécifiquement avoir reçu cet e-mail et cette notification, faute de quoi, au moment de la signature de l'avis de réception par courrier de la notification originale.

à condition qu'une notification réputée avoir été reçue un jour qui n'est pas un Jour ouvrable, ou après 18h00 sur le lieu de la réception, sera au lieu de cela réputée avoir été reçue le Jour ouvrable suivant au début des heures normales de bureau, au lieu de la réception.

16.4 Toute notification remise par la FISA à l'un quelconque des Organismes, conformément au présent Article 16, sera réputée avoir été valablement remise à et reçue par chacun des Organismes.

17 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

17.1 Le présent Contrat et les Documents annexes visés dans les présentes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre les parties, en liaison à son objet et ils annulent et remplacent les discussions, déclarations, engagements et accords antérieurs. Si une disposition d'un Document annexe est en contradiction avec une disposition du présent Contrat, celle dernière s'appliquera en priorité.

17.2 Chaque Partie règlera ses propres frais et dépenses associés à la négociation, préparation, exécution et mise en œuvre du présent Contrat.

17.3 Le présent Contrat pourra être signé en un ou plusieurs exemplaires, et par les Parties sur des exemplaires distincts. Chaque exemplaire constituera un original du présent Contrat, mais ces exemplaires, une fois rassemblés, constitueront un seul et même document.

17.4 Le fait pour l'une ou l'autre des Parties d'accorder un délai ou de montrer de l'indulgence eu égard à toute violation d'un terme du présent Contrat commise par une autre Partie ne sera pas réputé être une renonciation au droit d'invoquer cette violation, et la renonciation par l'une ou l'autre des Parties à faire valoir toute violation d'un terme du présent Contrat commise par une autre Partie n'empêchera pas l'application ultérieure de ce terme et ne sera pas réputée être une renonciation à invoquer toute violation ultérieure.

17.5 Tous les droits, recours et pouvoirs conférés aux Parties seront cumulatifs et ne seront pas réputés être exclusifs de tous autres droits, recours ou pouvoirs qui leur sont conférés actuellement ou ultérieurement par la loi ou autrement.

17.6 Chaque Partie prendra toutes les mesures nécessaires, y compris signera tous les documents nécessaires afin de donner effet à l'intention des Parties dans le cadre du présent Contrat.

17.7 Si une disposition du présent Contrat est considérée comme nulle ou annulable en vertu de toute loi applicable, cette disposition sera disjointe ou amendée de manière à rendre les dispositions contractuelles restantes valables ou applicables, à moins que la totalité de l'objet commercial n'en soit entravé.

17.8 Le présent Contrat ne pourra être modifié ou une disposition ne pourra être abandonnée que si cette modification ou cet abandon fait l'objet d'un avenant écrit signé par un mandataire dûment autorisé de chaque Partie.

17.9 Aucune disposition contenue dans le présent Contrat et aucune action entreprise en vertu du présent Contrat ne créera un partenariat ou n'établira une relation de mandant à mandataire entre l'une quelconque des Parties ou n'autorisera autrement une Partie à obliger l'autre à toute fin.

17.10 Si le présent Contrat est traduit dans toute langue autre que l'anglais, la version en langue anglaise prévaudra.

18 DROIT APPLICABLE ET LITIGES

18.1 Le présent Contrat sera régi par le droit suisse et interprété conformément à celui-ci.

18.2 Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable par négociation tout litige résultant du présent Contrat ou lié à celui-ci. Si ce(s) litige(s) ne peut (peuvent) être réglé(s) à l'amiable entre les Parties, alors (sauf dans le cas où une mise en redressement par voie extraordinaire/d'injonction est appropriée) ce(s) litige(s) sera (seront) soumis exclusivement au Tribunal d'Arbitrage du Sport (« TAS ») à Lausanne, Suisse, et tranché définitivement conformément au règlement d'arbitrage du TAS alors en vigueur. Chaque Partie désignera un arbitre parmi les arbitres figurant sur la liste du TAS, et les deux arbitres nommés désigneront le président du jury. La langue de la procédure sera l'anglais. Le lieu d'arbitrage sera Lausanne, Suisse et les Parties, sauf ordre contraire imposé par les arbitres, supporteront leurs propres frais de procédure.

Signature:

Jean-Christophe Rolland, Président

Signataire autorisé de
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS D'AVIRON

Signature:

Matt Smith, Directeur général

Signataire autorisé de
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS D'AVIRON

Signature:



Christian Vandenberghe, Président

Signataire autorisé de
FÉDÉRATION FRANÇAISE D'AVIRON

Signature:



Sébastien Vieilledent, Directeur

Signataire autorisé de
FÉDÉRATION FRANÇAISE D'AVIRON

Signature:

Signataire autorisé de
RÉGION ÎLE DE FRANCE

Signature:

Signataire autorisé
RÉGION ÎLE DE FRANCE

ANNEXE 1

ÉVÉNEMENT

Évènement : Championnat du monde d'aviron Junior 2023
Titre officiel : Championnat du monde d'aviron Junior 2023
Site : Stade Nautique Olympique d'Ile de France
Période de l'évènement : du 02/08/2023 au 06/08/2023
Espace d'accueil des VIP : à confirmer

ANNEXE 2

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Partie 1 : Frais

Aucuns frais pour l'appel d'offres ou l'accueil de l'événement et les droits ne doivent être payés pour cet Événement.

Partie 2 : Coûts

(a) Les Organisateurs supporteront :

- (i) les coûts liés à l'événement indiqués ci-dessous ; et
- (ii) tous les autres coûts nécessaires pour l'organisation et le montage corrects de l'événement (sauf disposition contraire expressément stipulée ci-dessous).

(b) Les Organisateurs reconnaissent qu'ils prendront à leur charge les coûts énoncés ci-dessous :

- (i) Les coûts pour les tests anti-dopage, tels que déterminés par le Comité Anti-dopage de la FISA et communiqués au préalable aux Organisateurs ;
- (ii) Le coût pour la Production hôte pour les deux dernières journées de l'Événement (cette production devant être utilisée (sans limitation) pour le circuit fermé, l'écran géant et le streaming en live), pour laquelle le montant estimé de 30.000 € sera inclus dans le Budget de l'Événement.
- (iii) Dans le cas où les Parties décident de produire (production hôte) un signal télévision (que ce soit pour le streaming en live, un circuit fermé, écran géant, clips d'information et/ou transmission nationale et/ou internationale) pour la Cérémonie d'ouverture et/ou pour l'Événement, mais à un standard plus élevé, tous les coûts liés à la production pour diffusion seront pris en charge par les Organisateurs et s'ajouteront aux 30.000 € mentionnés en (ii) ci-dessus.
- (iv) Le logement pour les mandataires et prestataires de la FISA, jusqu'à un maximum de 350 nuits d'hôtel avec chambre et petit-déjeuner, en chambres simples. Le nombre total de nuitées couvrira le logement des personnes suivantes :
 - Les membres du Conseil et les Délégués techniques de la FISA
 - Membres du jury international
 - Prestataire officiel chargé du chronométrage et des résultats
 - Équipe Présentation sportive de la FISALe coût de toute nuit d'hôtel supplémentaire pour les mandataires et prestataires de la FISA au-dessus des 350 stipulées ci-dessus sera payé par la FISA.
- (v) Les repas sur le Site pour les mandataires et prestataires de la FISA, pour toutes leurs journées de présence sur le Site.
- (vi) Les dîners ou allocations « per diem » pour le jury de la FISA et le personnel du prestataire chargé du chronométrage et des résultats, jusqu'à un total de 140 repas.
- (vii) Le soutien à la participation des équipes du Programme de développement de la FISA, sous la forme de logement, repas et transport local pour 50 personnes, pour 7 nuits et un camp de formation (logement et transport local) pour 20 personnes pour 7 à 10 nuits.

(c) Les coûts listés dans cet alinéa (c) sont des Coûts plafonnés (tels que définis dans le présent Contrat) et, en tant que tels, ils seront refacturés par la FISA aux Organismes. Les coûts encourus pour ces postes du Budget de l'Événement supérieurs au montant stipulé dans chaque cas seront payés par la FISA.

(i)	Tous les coûts directement associés à la Diffusion hôte qui sont encourus directement par la FISA, conformément à une procédure et un calendrier de paiement, qui seront convenus en avance.	
(ii)	Service de résultats et de données :	45.000 €
	- Plus les frais d'expédition de l'équipement, si en dehors de l'Europe :	30.000 €
(iii)	Services de présentation du sport :	30.000 €
	- Plus les frais d'expédition de l'équipement, si en dehors de l'Europe :	10.000 €
(iv)	Prime d'assurance responsabilité	2.000 €
(v)	Service d'accréditation	2.000 €
(vi)	Coûts subvention du voyage des membres du jury	14.000 €
(vii)	Médailles et diplômes	9.000 €

(d) Les Organismes seront aussi responsables de régler la totalité des dépenses correspondant à un maximum de six (6) visites, faites par des personnes désignées par la FISA pour inspecter le Site et revoir les préparatifs avec le Comité d'organisation avant l'Événement.

(e) Enfin, les coûts de production des panneaux publicitaires et autres identifications publicitaires dans le cadre de la mise en œuvre de certains des Droits commerciaux retenus par la FISA ne font pas partie des coûts que doivent supporter les Organismes, à l'exception cependant du fait que les coûts de et liés à tout cadrage ou à des structures spéciales nécessaires pour le positionnement de câbles terrestres pour la publicité et/ou câbles sous l'eau, pour installer les bannières flottantes le long et en travers de la course (si la FISA l'estime nécessaire) selon les spécifications techniques et de sécurité de la FISA doivent être pris en charge par les Organismes.

Partie 3 - Recettes

(a) Sauf disposition expressément stipulée ci-dessous, toutes les recettes résultant de l'Événement ou liées à celui-ci seront pour le bénéfice de la FISA.

Les Organismes seront habilités à recevoir les recettes de l'Événement suivantes :

- (i) Recettes provenant de la vente des billets
- (ii) Recettes provenant des ventes du magazine souvenir officiel au public et de la vente des pages publicitaires
- (iii) Recettes reçues par les Organismes conformément aux termes des Contrats commerciaux locaux
- (iv) Recettes provenant de l'Espace de réception.

- (v) Recettes provenant de l'affichage et de contrats de franchise lors de l'Événement.
- (vi) Recettes des contributions des autorités nationales / régionales ou locales ou des agences de tourisme
- (vii) Recettes provenant des donations ou dons de personnes ou de sociétés, données sans être en retour pour l'octroi de tous Droits commerciaux locaux.

Par souci de clarté, le programme de merchandising et concession de licence pour et en rapport avec l'Événement fait partie des Droits commerciaux retenus de la FISA et en tant que tel, il restera totalement sous le contrôle de la FISA, pour sa propre exploitation. Cependant, en contrepartie du soutien de la part des Organismes (selon ce qui est stipulé dans le deuxième paragraphe de 2 ci-dessous), pour que la FISA exploite ce programme, elle s'engage à partager à parts égales avec les Organismes les royalties qu'elle reçoit de la vente de toutes les marchandises officielles portant la Marque de l'Événement.

Partie 4 – Budget

(a) Les Organismes confirment que le budget qu'ils ont soumis à la FISA dans le cadre de la procédure d'appel d'offres est un budget sincère et précis de l'Événement aux fins de l'organisation et du montage de l'Événement.

(b) Le Budget de l'Événement des Organismes sera établi en anglais, conformément aux directives et recommandations énoncées dans le Questionnaire de l'Appel d'offres.

(c) À compter de la date de leur nomination, les Organismes soumettront des mises à jour du Budget de l'Événement à la FISA tous les six mois. Cette actualisation sera présentée dans les dix jours ouvrables à compter de la fin du dernier mois de chaque période d'actualisation, et indiquera tout changement par rapport au Budget de l'Événement précédent, qui sera explicité et justifié. Tous changements significatifs apportés au Budget de l'Événement ou à une ligne du Budget par rapport à ce qui avait été soumis à la FISA dans le cadre de la procédure d'appel d'offres (un écart de plus de 20 % que ce soit sur un poste individuel ou des postes cumulés sera considéré comme significatif) nécessiteront l'autorisation écrite de la FISA avant d'être mis en œuvre.

(d) Si, par le biais de la vente ou de l'échange des Droits commerciaux par la FISA, un sponsor ou un fournisseur fournit ses produits et/ou services à l'Événement pour le bénéfice du Budget de l'Événement des Organismes, alors les Organismes devront, dans les 30 (trente) jours à compter de la date de la facture de la FISA, payer à cette dernière un montant égal à vingt (20) pourcent du montant qui était budgété comme devant être payé par les Organismes pour des produits ou services identiques ou similaires. Si aucun montant n'a été budgété, mais que les produits et services sont acceptés par les Organismes et la FISA comme étant au bénéfice de l'Événement, les Parties conviendront mutuellement d'un montant (basé sur 15 (quinze) pour cent d'une transaction normale de bonne foi, normalement présumé être à un prix de gros) que les Organismes devront payer à la FISA, en contrepartie de ces produits et/ou services, dans les 30 (trente) jours de la date de la facture de la FISA.

Partie 5 – Livres et registres

(a) Les Organismes tiendront des livres et registres complets en anglais, liés aux coûts encourus et recettes perçues dans le cadre de l'organisation et du montage de l'Événement. Ces livres et registres seront mis à la disposition de la FISA sur demande.

(b) Les livres et registres seront conservés et resteront accessibles pour un audit, pendant au moins cinq ans après l'année de la tenue de l'Événement.

ANNEXE 3

OBLIGATIONS TECHNIQUES, LOGISTIQUES ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ

L'Organisateur assumera la responsabilité de livrer l'Événement, et devra observer, sans limitation, les Obligations techniques, logistiques et de santé et sécurité suivantes :

1. PROGRAMME de l'événement

1.1 Le Programme de l'Événement inclura tous les événements mentionnés dans la Règle 36.

1.2 Un Programme provisoire de l'Événement, incluant le calendrier de toutes les courses faisant partie de l'Événement, sera établi au maximum un an avant l'Événement par la FISA, en consultation avec les Organisateur.

2. SITE

2.1 Les Organisateur s'engagent à maintenir, ou dans la mesure requise par la FISA, à améliorer la qualité du Site jusqu'à ce que l'Événement ait eu lieu. Les Organisateur informeront immédiatement la FISA de tout changement significatif sur le Site.

2.2 Le Site fera l'objet d'autres inspections par la FISA et/ou les délégués techniques et/ou mandataires des partenaires TV de la FISA et/ou autres tiers autorisés par la FISA. Les Organisateur accorderont à ces inspecteurs tout accès au Site qu'ils pourront raisonnablement exiger.

3. COURSES

Les Organisateur s'assureront que l'aménagement, l'équipement et les installations pour les courses soient fournis et maintenus pendant toute la durée de l'Événement, conformément aux exigences stipulées dans les Règles 42 à 44 du Règlement de Course de la FISA et dans le Manuel de la FISA pour les championnats d'aviron, ou tout remplacement, et/ou additions et/ou amendements susceptibles d'y être apportés, en vigueur au moment de l'Événement.

4. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Les Organisateur reconnaissent que la qualité de l'eau du parcours de course peut impacter la santé et la sécurité des compétiteurs participant à l'Événement ; ils s'engagent donc à surveiller et tester la qualité de l'eau, conformément aux Directives de la FISA en matière de Test de la qualité de l'eau. Si les résultats des tests font apparaître la nécessité de prendre des actions correctrices, les Organisateur en aviseront la FISA, qui envisagera l'impact potentiel sur la santé et la sécurité des compétiteurs participant à l'Événement et fera ses recommandations pour que des actions correctrices soient prises par les Organisateur, aux frais de ces derniers. Dans ce cas, les Organisateur faciliteront la mise en place de ces actions correctrices, dans la mesure où ils sont autorisés à le faire.

5. INSTALLATIONS TECHNIQUES

5.1 Les Organisateur s'assureront que les installations techniques utilisées lors de l'Événement correspondent au standard pour des courses de Catégorie A, conformément aux textes des Règles 42 à 44 du Règlement de Course de la FISA, ou tout remplacement, et/ou additions et/ou amendements susceptibles d'y être apportés, en vigueur au moment de l'Événement.

5.2 Les Organisateur devront, dans les six mois après la signature du présent Contrat, remettre à la FISA un rapport détaillant les installations techniques qui seront mises en place pour l'Événement.

6. ACCÈS À L'ÉVÉNEMENT

Les Organismes confirment que tous les athlètes qui sont membres d'une fédération nationale affiliée à la FISA et sont qualifiés pour l'Événement ainsi que les officiels accompagnants auront accès à l'Événement, quelle que soit leur nationalité, et que les Organismes auront obtenu de la part des autorités nationales compétentes une garantie écrite d'accès, conformément à la Règle 19 du Règlement de Course de la FISA.

7. RÈGLES APPLICABLES À LA COMPÉTITION (aspects sur l'eau et hors de l'eau)

7.1 L'Événement est soumis à et sera organisé et monté conformément aux règles énoncées dans les éditions en vigueur de :

- Les statuts de la FISA et règlements associés ;
- Les Règles de course de la FISA et règlements associés ;
- Les Réglementations de la FISA applicables à un Événement ;
- Le Manuel de la FISA pour les Championnats d'aviron.

qui sont intégrés par référence au présent Contrat.

7.2 Les Organismes devront, et ceci est une clause substantielle du présent Contrat, se conformer à toutes les obligations qui leur sont imposées, exposées dans les règles et exigences ci-dessus.

8. CÉRÉMONIE DE REMISE DES MÉDAILLES

Les Organismes monteront la Cérémonie de remise des médailles conformément aux directives de la FISA. La structure du podium pour les récompenses, si nécessaire, sera fournie par les Organismes, conformément aux spécifications de la FISA concernant sa taille, son aménagement commercial et son design. La FISA fournira, et les Organismes afficheront un arrière-plan de récompense portant la Marque de l'Événement, le Titre de l'Événement, le nom de la Région, le nom et le logo de la FISA, ainsi que les noms des Sponsors de la FISA avec leurs logos, et les logos des Sponsors locaux (conformément à l'Annexe 5), selon les directives de la FISA.

9. OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

9.1 Les Organismes reconnaissent et conviennent que le respect de l'environnement est une considération importante dans l'organisation et le montage de l'Événement et s'engagent à exécuter leurs obligations et activités au titre du présent Contrat d'une manière qui englobe le concept de gestion et développement durables de l'événement, se conforme à la législation environnementale applicable et, à chaque fois et où que ce soit possible, sert à promouvoir la protection de l'environnement et le partenariat de la FISA pour de l'eau propre avec le WWF (The World Wide Fund for Nature) et son partenariat avec les Sites figurant au Patrimoine mondial de l'UNESCO pour la protection et la préservation de l'héritage mondial culturel et naturel dans le monde. Les Organismes confirment et garantissent par la présente à la FISA qu'ils ont consulté et coopéré pleinement avec toutes les autorités et agences environnementales concernées, et avec les communautés dans lesquelles l'Événement aura lieu, et qu'ils ont reçu leur approbation confirmée d'accueillir l'Événement.

9.2 Les Organismes reconnaissent et conviennent par ailleurs, et ceci est une clause substantielle du présent Contrat, qu'ils se conformeront à l'esprit et à la lettre de la FISA, aux Directives en matière d'environnement et de développement durable, telles qu'elles peuvent être actualisées et remises aux Organismes de temps à autre.

10. CHANGEMENTS DANS LES RÉGLEMENTATIONS DE LA FISA

Si une Réglementation de la FISA fait l'objet d'un amendement, d'un complément ou d'un remplacement, lesdits amendements, compléments ou remplacements dans les règles et exigences en vigueur au moment de l'Événement feront partie des règles et exigences applicables à l'organisation et au montage de l'Événement.

11. COOPÉRATION ET ASSISTANCE

Les Parties coopéreront de bonne foi en ce qui concerne toutes les activités techniques, logistiques, opérationnelles et commerciales nécessaires ou souhaitables pour produire un Événement exceptionnel.

ANNEXE 4

OBLIGATIONS COMMERCIALES

Les Organismes garantissent, s'engagent à et conviennent :

(a) d'observer et exécuter toutes les obligations et tous les devoirs établis dans le Manuel Marketing de la FISA, qui leur sont attribués (en cas de toute incompatibilité entre le présent Contrat et le Manuel Marketing de la FISA, le présent Contrat prévaudra) ;

(b) d'exercer les Droits commerciaux locaux en stricte conformité avec les termes du présent Contrat et (sans préjudice de la généralité de l'alinéa (a) ci-dessus, le Manuel Marketing de la FISA) ;

(c) de donner à la FISA leur entier soutien dans la mesure nécessaire pour permettre à cette dernière d'exploiter les Droits commerciaux retenus sans restriction et de signer ou d'exécuter pleinement ou d'obtenir la pleine exécution des contrats conclus avec les Partenaires commerciaux de la FISA et d'autres tiers dans le cadre des Droits commerciaux ;

(d) de faire leur possible pour faciliter les contacts de la FISA avec, en particulier, les sociétés locales ou nationales qui sont susceptibles d'être intéressées par le fait de devenir sponsors ou fournisseurs officiels de l'Événement ;

(e) d'informer immédiatement et de communiquer à la FISA toute approche faite par une personne dans le cadre d'une acquisition potentielle de tous Droits commerciaux ;

(f) d'adhérer aux clauses et conditions de tous les Contrats locaux ;

(g) qu'il n'existe aucune entente ou arrangement (par exemple avec le gestionnaire ou propriétaire d'un restaurant sur le Site); aucune règle ou réglementation nationale ou locale ; aucun autre obstacle de nature juridique ou physique, dont on pourrait raisonnable s'attendre à ce qu'il dévalorise l'un des Droits commerciaux et/ou empêche la FISA d'exploiter l'un des Droits commerciaux sans restriction, ou, si ces ententes ou arrangements ou obstacles existent bel et bien, qu'ils ont été dûment et expressément divulgués et précisément identifiés dans les documents de l'appel d'offres pour l'Événement ;

(h) que, à compter d'au moins cinq (5) jours avant la première journée de la Période de l'Événement, et pendant la durée de celle-ci, le Site sera complètement libre de toute signalisation commerciale et autres identifications commerciales d'une quelconque nature (y compris l'équipement technique portant une marque) ;

(i) de mettre à la disposition de la FISA l'espace, les salles et autres installations nécessaires dans lesquelles placer la signalisation des Sponsors de l'Événement et/ou l'infrastructure ou l'équipement promotionnel, ainsi que d'organiser l'accueil, l'exposition et les opérations de vente, si la FISA le demande ;

(j) d'utiliser exclusivement aux fins de l'organisation du montage de l'Événement l'équipement technique, les produits, services ou fournitures de toute sorte pour lesquels des engagements d'exclusivité (catégorie de produit ou autre) ont été accordés par la FISA ;

(k) d'apposer les identifications des Sponsors de l'Événement sur tous les documents ou communications officiels, selon ce qui aura été décidé et approuvé au préalable par la FISA, conformément à la Procédure d'approbation.

(l) d'aider la FISA en mettant à disposition le personnel, l'équipement et les transports (sur terre et sur l'eau) qui peuvent être raisonnablement requis par la FISA pour satisfaire ses engagements contractuels envers ses Partenaires commerciaux eu égard au Site ;

(m) d'accorder des droits illimités d'accès au Site, pour permettre au personnel de la FISA et au personnel autorisé représentant les Partenaires commerciaux de la FISA d'exécuter leurs obligations dans le cadre de la fourniture et/ou l'exercice des Droits commerciaux sur le Site ;

(n) d'établir la propre URL du Site de l'Événement (cette URL devant être approuvée au préalable par la FISA) une fois que l'Événement aura été attribué et être responsables de toute l'administration et tous les coûts liés à la sécurisation et au maintien de cette URL. Une fois approuvée par la FISA, l'URL sera la seule URL du Site web officiel de l'Événement. Les Organisateurs garantissent en outre, s'engageant à convenir de ne pas établir de site web (autre que le Site web officiel de l'Événement) concernant l'Événement, ni d'utiliser ou de permettre l'utilisation des Droits commerciaux locaux dans le cadre de tout site web, sauf ce qui est expressément autorisé et approuvé par écrit par la FISA ;

(o) de ne pas entreprendre ou permettre que soit entreprise toute action de nature à avoir une incidence défavorable sur la valeur des Droits commerciaux ou des droits de la FISA dans et sur l'un des Droits commerciaux ;

(p) de prendre toute mesure que la FISA pourra de temps à autre exiger pour protéger la valeur des Droits commerciaux, ainsi que la réputation et l'intégrité de l'aviron en tant que sport, de l'Événement et/ou de la FISA et/ou d'aider la FISA à prendre cette mesure, mais de ne pas prendre cette mesure sans avoir reçu au préalable l'approbation et les instructions de la FISA ;

(q) d'entreprendre un quelconque et tous les actes et de signer un quelconque et tous les documents qui peuvent être raisonnablement demandés par la FISA à sa seule discrétion, afin de protéger ou d'appliquer l'un des droits (y compris l'un des Droits commerciaux et Droits de propriété intellectuelle) détenus ou contrôlés par la FISA ;

(r) de ne pas participer, sans en avoir référé au préalable à la FISA (et ensuite, uniquement en agissant strictement selon les instructions expresses de la FISA) à tout litige concernant l'Événement d'une quelconque manière ou de ne pas engager de procédure ou se défendre dans une procédure devant tout tribunal, ou de ne pas régler ni tenter de régler une affaire, ou faire un quelconque aveu dans le cadre de cette procédure ;

(s) de s'assurer que ni eux, ni leurs directeurs, employés ou autres membres du personnel ne font de déclarations diffamatoires ou méprisantes, ou ne participent à des activités qui portent ou sont susceptibles de porter préjudice à la réputation, aux activités, à l'image ou au goodwill de la FISA, de l'Événement, de tout Equipe et/ou de tout Partenaire commercial de la FISA ;

(t) d'observer promptement et de respecter les Réglementations de la FISA et toutes les instructions, directives ou réglementations raisonnables émises de temps à autre par ou au nom de la FISA ;

(u) de ne pas conclure d'accords avec tout tiers en liaison à tout aspect de l'exploitation des Droits commerciaux locaux (incluant et de manière non limitative, tous contrats avec des Partenaires commerciaux locaux) sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la FISA,

(v) de soumettre et de d'assurer que tous les Partenaires commerciaux locaux soumettent à l'autorisation écrite préalable de la FISA tous les Matériels promotionnels, conformément à la Procédure d'approbation visée à l'Annexe 6,

(w) de s'assurer que tous les Matériels promotionnels portent le nom et le logo de l'Événement (tels que décrits à l'Annexe 8), le nom et les logos de la FISA (tels que décrits à l'Annexe 8), ainsi que les noms et logos des Sponsors de l'Événement que la FISA pourra indiquer, tous ces noms et logos étant sous leur forme authentique, correcte et complète.

(x) de convenir avec la FISA du format et du contenu du programme souvenir officiel, incluant, et de manière non limitative : le design de la une de couverture ; la qualité de la production ; le nombre de pages ; les langues, le ratio des pages publicitaires par rapport au texte informatif, et la fourniture d'articles techniques d'aviron par la FISA. Faute d'accord, la décision de la FISA portant sur le programme souvenir officiel sera définitive.

(y) de ne pas créer, produire ou vendre ou permettre à d'autres de créer, produire ou vendre toute marchandise, ou mascotte ou autre article promotionnel ou cadeau qui intègre la (les) Marque(s) de la FISA et/ou la Marque de l'Événement, ou qui sont autrement liés à l'Événement, ou destinés à être similaires dans leur conception et apparence, de telle sorte que (du seul avis de la FISA) les communautés de l'aviron et l'opinion publique puissent être perplexes et se demander s'ils y sont associés.

(z) d'attribuer des emplacements de choix dans la zone des athlètes, la(les) zone(s) des spectateurs et/ou la zone d'exposition pour l'installation de ses tentes de vente au détail World Rowing pendant la durée de l'Événement, afin que la FISA puisse exploiter (ou nommer d'autres personnes pour exploiter pour elle et en son nom) ses droits de merchandising dans leur étendue la plus complète. Les dimensions de ces tentes seront (environ) de 12 m x 12 m (pour la zone des spectateurs) et de 12 m x 8 m pour la zone des athlètes). Un espace de stationnement sera également requis, plus l'alimentation électrique connectée à chaque tente du premier au dernier jour de l'Événement. L'emplacement et tous les autres détails seront convenus lors d'une visite de terrain, sur le Site.

(aa) d'acheter tous leurs articles premium tous leurs articles premium portant le nom et/ou le logo officiel du Championnat (tels que T-shirts, casquettes, pins, mascotte (si approuvée par la FISA), cadeaux et, sauf disposition contraire spécifiquement convenue par la FISA, toute tenue vestimentaire pour les officiels et les bénévoles, etc.) auprès du Licencié officiel nommé par la FISA. Si la FISA accepte par écrit que les Organisateurs peuvent s'approvisionner auprès d'un fournisseur autre que le Licencié de la FISA pour les vêtements (uniquement) destinés aux officiels et aux bénévoles, les Organisateurs s'engagent à faire en sorte que leur fournisseur respecte les exigences de la FISA en termes de responsabilité environnementale et éthique pour l'approvisionnement, la production, le design, l'utilisation du logo de l'Événement et la qualité des produits.

ANNEXE 5

DROITS COMMERCIAUX LOCAUX

1 DROITS COMMERCIAUX LOCAUX À EXPLOITER PAR LES ORGANISATEURS

- Billets
- Magazine souvenir
- Initiatives en matière de tourisme

2 DROITS DES SPONSORS LOCAUX

- Marque de l'Événement

Le droit d'utiliser la Marque de l'Événement dans les RP et la publicité (mais non sur les produits).

- Statut

Le droit d'utiliser le statut officiel de « Sponsor local ».

- Fourniture de produits

Le droit et l'opportunité de fournir les produits à l'Événement pour une utilisation par les Organismes si cela est ainsi exigé et budgété.

- Exclusivité

Sous réserve de l'autorisation écrite préalable de la FISA, le droit de bénéficier d'une exclusivité du produit dans une catégorie convenue.

- Hospitalité

Le droit de recevoir une table de huit (8) dans l'Espace de réception.

- Écran géant

Le droit d'avoir une publicité montrée sur l'écran géant au Site (cette publicité selon une durée et une fréquence à établir par la FISA).

- Bannières

Le droit d'avoir une bannière publicitaire pour chacun des cinq (5) Sponsors locaux placée aux quatre points de 250 m (250 m, 750 m, 1250 m et 1750 m).

- Arrière-plan pour les récompenses

Nom/logo sur la partie inférieure de l'arrière-plan des récompenses, dans une disposition et des dimensions à déterminer par la FISA.

- Magazine souvenir

Le droit de recevoir 1 publicité pleine page / 4 couleurs dans le Magazine souvenir (autre que la deuxième de couverture, la dernière de couverture et les pages centrales, qui seront réservées aux Partenaires commerciaux de la FISA).

- Logo

Le droit d'avoir son nom/logo identifié en liaison au statut officiel des Sponsors locaux, sur des panneaux multi-sponsors à positionner sur le Site.

- Stand d'exposition

Le droit d'avoir un stand d'exposition/vente sur le Site, dans un endroit qui doit être mutuellement convenu par la FISA et les Organisateurs pour tous ces stands d'exposition.

3 DROITS DES FOURNISSEURS LOCAUX

- Marque de l'Événement

Le droit d'utiliser la Marque de l'Événement dans les RP et la publicité (mais pas sur les produits).

- Statut

Le droit d'utiliser le statut officiel de « Fournisseur local ».

- Fourniture de produits

Le droit et l'opportunité de fournir les produits à l'Événement, en vue d'une utilisation par les Organisateurs, si cela est ainsi requis et budgété.

- Exclusivité

Sous réserve de l'autorisation écrite préalable de la FISA, le droit de bénéficier l'exclusivité du produit dans une catégorie convenue.

- Hospitalité

Le droit de recevoir une table de huit (8) dans l'Espace de réception.

- Écran géant

Le droit d'avoir une publicité montrée sur l'écran géant sur le Site (cette publicité selon la durée et la fréquence à fixer par la FISA).

- Magazine souvenir

Le droit de recevoir 1 publicité sur 1/2 page / 4 couleurs dans le Magazine souvenir (autre que la deuxième de couverture, la dernière de couverture et les pages centrales, qui seront réservées aux Partenaires commerciaux de la FISA).

- Logo

Le droit d'avoir son nom/logo identifié en liaison au statut officiel des Fournisseurs locaux, sur des panneaux multi-sponsors à positionner sur le Site.

- Stand d'exposition

Le droit d'avoir un stand d'exposition/vente sur le Site, dans un endroit qui doit être mutuellement convenu par la FISA et les Organisateurs pour tous ces stands d'exposition.

4 DROITS DES SPONSORS MÉDIAS

- Marque de l'Événement

Le droit d'utiliser la Marque de l'Événement dans les RP et la publicité (mais pas sur les produits).

- Statut

Le droit d'utiliser le statut officiel de « Sponsor média national / local ».

- Fourniture de produits

Le droit et l'opportunité de fournir les produits médias à l'Événement, en vue d'une utilisation par les Organisateurs, si cela est ainsi requis et budgété.

- Exclusivité

Sous réserve de l'autorisation écrite préalable de la FISA, le droit de bénéficier l'exclusivité du produit dans une catégorie convenue.

- Hospitalité

Le droit de recevoir une table de huit (8) dans l'Espace de réception.

- Écran géant

Le droit d'avoir une publicité montrée sur l'écran géant sur le Site (cette publicité selon la durée et la fréquence à fixer par la FISA).

- Magazine souvenir

Le droit de recevoir 1 publicité sur 1/2 page / 4 couleurs dans le Magazine souvenir (autre que la deuxième de couverture, la dernière de couverture et les pages centrales, qui seront réservées aux Partenaires commerciaux de la FISA).

- Logo

Le droit d'avoir son nom/logo identifié en liaison au statut officiel des Sponsors médias, sur des panneaux multi-sponsors à positionner sur le Site.

- Stand d'exposition

Le droit d'avoir un stand d'exposition/vente sur le Site, dans un endroit qui doit être mutuellement convenu par la FISA et les Organisateurs pour tous ces stands d'exposition.

ANNEXE 6

PROCÉDURE D'APPROBATION

1 Les Organismes devront, dès que cela est raisonnablement faisable après que les Matériels promotionnels auront été conçus ou préparés et, dans tous les cas, avant leur lancement, publication, circulation ou utilisation autre, soumettre ces Matériels, avec leur utilisation prévue, développés par les Organismes et/ou les Partenaires commerciaux locaux, à l'approbation de la FISA.

2 La FISA s'efforcera raisonnablement de communiquer cette approbation ou ce refus aux Organismes dans les dix (10) jours ouvrables à compter de la réception de ces Matériels promotionnels.

3 Si les Organismes n'ont pas reçu de réponse de la FISA dans les dix (10) jours ouvrables à compter de la soumission, la FISA sera réputée avoir accordé son approbation desdits Matériels promotionnels.

4 Si la FISA refuse son approbation, elle communiquera aux Organismes les raisons de ce refus et les Parties s'efforceront raisonnablement de convenir des modalités pour revoir ou modifier ces Matériels promotionnels, afin de les rendre acceptables. Tous Matériels promotionnels ainsi modifiés seront soumis à nouveau à l'approbation de la FISA, conformément aux dispositions de la présente Annexe.

5 Si l'Organisme soumet des Matériels promotionnels qui sont approuvés (ou réputés l'être) conformément aux dispositions de la présente Annexe, les Organismes s'assureront que ces Matériels promotionnels ne s'écartent pas de l'échantillon, de la maquette ou des spécifications de produits approuvés par la FISA et soumettront, pour approbation, d'autres échantillons représentatifs de ces Matériels promotionnels, à chaque fois que la FISA leur demandera de le faire.

6 Si, à tout moment, des Matériels promotionnels ne sont pas conformes à un quelconque échantillon représentatif, maquette ou autre modèle approuvé, les Organismes les retireront immédiatement, dès qu'ils en seront avisés et s'assureront que les Partenaires commerciaux locaux retirent également de la circulation ces Matériels promotionnels.

ANNEXE 7

CATÉGORIES DE SECTEURS DE MARQUES EXCLUES

1 Organisation non gouvernementale chargée de l'environnement

ANNEXE 8

MARQUES

Partie 1 – Marques de la FISA



Partie 2 – Marque de l'Événement

La Marque de l'Événement doit être ajoutée lorsqu'elle est créée et approuvée par le FISA. Ci-dessous : un exemple de marque d'un événement, pour le Championnat du monde d'aviron Junior 2019 à Tokyo, Japon



ANNEXE 9
MANUEL MARKETING DE LA FISA

ANNEXE 10

OBLIGATIONS EN MATIERE D'ÉTHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.